

Ce texte a été élaboré avec des ami(e)s malien(ne)s, ainsi qu'avec nos amis de la diaspora malienne en France.

(Les références d'informations obtenues dans des articles de la presse malienne ou européenne, dans des ouvrages sont mentionnées en bas de page, en revanche les noms des personnes privées portant témoignages ne sont pas mentionnés, à leur demande).

La période analysée 22 mars - 25 mai 2012, correspond aux deux premiers mois du pouvoir putschiste.

Vers la « somalisation » du nord du Mali dans un Etat islamiste



(1)

Le peuple malien pleure

En attendant l'issue de cette crise qui va changer le cours de l'histoire du pays, le peuple malien impuissant, pleure derrière le voile noir d'une menace d'application de la charia sur le sol malien.

¹ <http://malijereste.wordpress.com/>

Le coup d'Etat du 22 mars perpétré au Mali par les bérets verts putschistes a sonné la fin d'un processus démocratique jusqu'ici sans tache apparente, engagé en 1991 et vanté par tous, mais, et on le verra, avec un aveuglement certain.

L'objet de ce texte n'est pas de prendre parti pour un camp, celui de l'ex président Amadou Toumani Touré (ATT), ou un autre celui du capitaine putschiste Amadou Haya Sanogo, et encore moins pour les rebelles touareg ou les islamistes radicaux et salafistes de tous poils. Nous verrons qu'aucun ne rachète aucun autre. L'objet de texte est de souligner le danger extrême que recèle la situation actuelle de plonger le Mali dans l'obscurantisme islamiste voire dans le chaos d'une « somalisation » du Mali.

Cette crainte qui se transforme au fil des semaines en hypothèse probable, provient de l'incapacité des forces en présence d'offrir une sortie par le haut de la plus inquiétante crise que le Mali ait connue depuis l'indépendance proclamée le 20 juin 1960. Elle est plus grave que le coup d'Etat de 1991 qui contrairement à celui-ci avait permis au peuple malien, et pour 21 ans, de vivre sous des régimes démocratiques, certes avec de nombreuses tares.

L'Etat malien est gangrené depuis des décennies. La faiblesse, voire la compromission du pouvoir politique avec la corruption, les trafics en tous genres, sur un fond d'accroissement gigantesque des inégalités, sont condamnés sans appel par le peuple malien, dans sa très grande majorité. Celui-ci n'a d'ailleurs pas levé le petit doigt pour soutenir ATT et ses baronnies. Il ne soutient pas plus le coup d'Etat militaire qui vient d'ouvrir grande la porte à toutes les aventures. Le peuple malien met dos-à-dos les barons de l'ATT-cratie et les putschistes du 22 mars (I).

Les complaisances d'ATT avec le pouvoir religieux et les islamistes de tous bords avec les rebelles touareg ont permis à ces derniers de déclarer l'indépendance de l'Azawad sans que l'Etat et l'armée de la République du Mali puissent réagir (II). Le territoire est désormais entièrement occupé par les groupes terroristes islamistes et les rebelles touareg, qui seront difficiles à déloger et cela avant longtemps (III).

Le trafic de drogue, le retour à l'esclavagisme, la soif de pétrodollars apparaissent comme autant d'enjeux de la mainmise islamiste et de la rébellion touareg sur le territoire de l'Azawad (IV).

L'ex gouvernement Sarkozy a joué un rôle trouble et dangereux d'apprenti sorcier dans cette crise. Le peuple malien est très remonté contre la France dont le processus de marginalisation est engagé. L'aventure libyenne et ses terribles conséquences sur la stabilité du Sahel planent sur les développements de la crise. Là encore l'ex gouvernement Sarkozy est vilipendé, à juste titre nous semble-t-il, pour son irresponsabilité dont le peuple malien en fait les frais aujourd'hui (V).

Le coup d'Etat du 22 mars s'est produit dans ce contexte de politique intérieure et de géopolitique régionale explosif. Le régime d'ATT, massivement rejeté par la population, est tombé comme un fruit pourri. Les partis politiques quasiment tous inféodés au Président déchu sont tombés avec lui. La classe politique malienne ne cesse de se déconsidérer aux yeux de la population ce qui ne peut qu'avoir de terribles conséquences dans les mois qui viennent. La vénalité et l'irresponsabilité totale des partis et dirigeants politiques maliens en

creusant leur tombe creusent celle la démocratie et de la République laïque malienne. La nomination de Cheick Modibo Diarra, représentant de Microsoft en Afrique, à la Primature, avec un chef de la junte Amadou Haya Sanogo qui a bénéficié d'une formation militaire aux USA, sont des signes à la fois du décrochage de la France du Mali et de l'arrivée des Etats-Unis dans le jeu politique malien. La nouvelle présidence et le gouvernement de Modibo Diarra sont passés de la fanfaronnade de « *guerre totale et implacable* » (sic !) à des négociations avec les rebelles et les islamistes du Nord. Pour négocier quoi, l'indépendance de l'Azawad ? Personne ne le sait et surtout pas le peuple malien laissé dans l'ignorance totale de ces tractations (VI).

Le rapport de force militaire dans le Nord du Mali, l'Azawad, entre les rebelles, alliés pour le moment aux islamistes, et l'armée malienne, est en faveur des premiers. L'armée malienne est totalement impuissante. L'Azawad commence déjà à être géré comme un Etat possédant son gouvernement et sa propre armée. Quant à la CEDEAO ⁽²⁾, après ses diverses fanfaronnades, elle s'est positionnée sur le thème « il est urgent d'attendre » ! (VII).

Pendant ce temps la population est piégée, prise en otage de tous les côtés et par toutes les parties. A cela s'ajoute une sécheresse terrible qui conduit le Nord vers un désastre humanitaire, Chaque jour le nombre de réfugiés augmente, évalué par Haut Comité aux Réfugiés (HCR) à 320.000 personnes fin mai 2012 (VIII).

La crise malienne commence à avoir des effets collatéraux régionaux en Lybie et dans toute la région où semble se constituer un véritable « chemin de grande randonnée salafiste » depuis le Nigéria, vers le Mali et à travers le Niger (IX).

Les répercussions de la crise politique, militaire et institutionnelle au Mali a des conséquences lourdes et parfois dramatiques au pays dogon, véritable « zone tampon » entre le Nord et le Sud du Mali. La vie économique est arrêtée. Le peuple dogon est abandonné par l'Etat, par l'armée et par l'administration qui ont fui. Les écoles, les hôpitaux et les banques sont fermés. Les rebelles se déplacent en toute liberté sur le territoire dogon, commettent rapines, vols, destructions et même assassinats en toute impunité. Des églises et Toguna sont détruits. Pour clore cette description terrifiante, les rebelles touareg viennent de déclarer que « *le pays dogon fait désormais partie intégrante de l'Azawad* » (X).

La conclusion de cette analyse nous porte à considérer que le Mali est menacé d'explosion, que le risque de somalisation du Nord et d'islamisation de l'ensemble du territoire devient une hypothèse sérieuse, aboutissement de décennies d'incurie et d'humiliations. Le peuple malien va entrer dans de grandes souffrances. Comment l'aider à les éviter ? (XI).

² CEDEAO : Conseil Economique pour le Développement de l'Afrique de l'ouest : L'adhésion de tous les membres de la CEDEAO est à la date de la création de l'organisation en 1975, à l'exception du Cap-Vert, qui l'a rejointe en 1976, ce sont 15 Etats : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

(I) Un Etat gangrené

Amadou Toumani Touré (ATT), « Prince de la démocratie africaine », ou « ATT-cratie » ?

L'Occident et l'ensemble de ses médias font mine de découvrir aujourd'hui stupéfaits le « système ATT » et les énormes dégâts qu'il a engendrés dans son pays. Les pays européens comme les USA n'avaient cessé de glorifier le « Prince de la démocratie africaine ». Pour ne citer qu'un seul document, l'alerte avait été donnée dès 2007 par un ouvrage étonnement prémonitoire.

L'étonnant réquisitoire prophétique du « Sphinx »

En juillet 2007 un collectif publie sous le pseudonyme du Sphinx un ouvrage en deux tomes intitulé « *ATT-cratie : la promotion d'un homme et de son clan* » ⁽³⁾. Sa relecture cinq ans plus tard est édifiante, tous les ingrédients du coup d'Etat du 22 mars y sont inscrits.

On trouve dans cet ouvrage, dont la pertinence apparaît sans conteste cinq ans plus tard, minutieusement décrites et analysées toutes les tares du système ATT aujourd'hui mises à nu à l'occasion de cette crise institutionnelle, politique économique et morale d'une immense gravité pour le Mali.

L'ouvrage décrit les mécanismes de politisation de l'armée et la stratégie d'ATT qui a consisté à « *nommer à la tête des structures de l'armée des officiers qui sont prêts à l'aider à asseoir sa politique de manipulation de l'armée afin de se maintenir au pouvoir* ».

Ce document signé « le Sphinx » s'attarde sur les dérives économiques, politiques et éthiques du système ATT. Le réquisitoire est sans appel : « *la politisation de l'Administration, des forces armées et de la sécurité, de l'école, la corruption, l'impunité, l'irresponsabilité, le mauvais choix des hommes, la banalisation des institutions, la navigation à vue dans la conduite des affaires de l'Etat, la tricherie et la gabegie, la promotion de la médiocrité, la démagogie, la restauration rampante, le culte de la personnalité ont transformé la démocratie malienne en ATT-cratie. Aujourd'hui avoir une idée contraire à celle d'ATT ou des ambitions présidentielles est considéré comme un crime de lèse-majesté. Le terreau du « griotisme » serait moins fertile au Mali si les leaders politiques dans leur majorité avaient de la conviction* ». Fermez le ban !

Nous ne nous arrêterons que sur les chapitres qui dénoncent la politique de capitulation d'ATT au Nord du Mali. Pour les autres chapitres nous invitons les lecteurs de cette note à lire l'intégralité de ces deux tomes étonnamment perspicaces.

- « *L'absence de vision géostratégique et sécuritaire de la diplomatie malienne* » ⁽⁴⁾

³ « *ATT-cratie : la promotion d'un homme et de son clan* », Tomes 1 et 2, Le Sphinx éditions L'Harmattan, Paris 2007

⁴ Opus cité (page 115 tome 1)

Intitulé d'un chapitre, le Sphinx y vilipende l'ouverture à Kidal d'un consulat de Lybie qui servira de « *base de recrutement pour l'armée libyenne aujourd'hui [NDLR 2007] qui compte plus de 2000 combattants touareg* ».

Tous les ingrédients de la crise qui ravage aujourd'hui le Nord du Mali y sont décrits. A cette époque l'AQMI s'appelait Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), il recevra déjà 6 millions d'euros pour la libération d'otages allemands. La création « *d'un sanctuaire du terrorisme et du grand banditisme dans le Nord Mali* » est annoncée.

L'accusation se fait encore plus grave « *il est établi que les terroristes du GSPC sont soutenus au su des responsables maliens, en logistique militaire et autre* ». ⁽⁵⁾. La compromission du pouvoir malien avec Iyad Ag Ghali, aujourd'hui un des leaders de la guerre salafiste au Nord, est déjà établie ⁽⁶⁾.

- « *La fête du Maouloud à Tombouctou ou la honte nationale* »

Ce chapitre décrit l'omnipotence de Mouammar Kadhafi lors de cette fête dont il sera l'organisateur en avril 2006. Se comportant en terrain conquis, maître des lieux, il humiliera en permanence ATT devant les autres chefs d'Etats du Sénégal, du Niger de la Mauritanie et de la Sierra Leone, d'Irak, d'Iran, du Soudan, du Yémen et même de Tchétchénie qui ont tous été invités par Kadhafi ! Pour celui-ci Tombouctou est une province libyenne !

Le Guide libyen osera même organiser sur les lieux une rencontre avec le lieutenant-colonel déserteur de l'armée malienne Hassane Fagaga qui un mois plus tard, le 26 mai 2006, attaquera les camps militaires de Kidal et de Ménaka avec la participation, déjà, d'Iyad Ag Ghali.

Quelques jours après le gouvernement malien signera avec les insurgés les « Accords d'Alger »

- *Les accords d'Alger, « accords de la honte, de la capitulation, de la trahison »* ⁽⁷⁾

Le Sphinx annonce tous les ingrédients de la crise actuelle au Nord et s'interroge sur les conséquences d'accords opaques passés en 2007 avec les insurgés qui ne pouvaient aboutir qu'à leur remise en cause. Un réquisitoire sans appel qui s'avère particulièrement juste aujourd'hui à la lumière des événements dramatiques qui secouent toute la société malienne.

Ces accords consacreront la capitulation devant les insurgés et sont annonciateurs de la crise actuelle. Ils établiront les bases de la revendication d'indépendance du MNLA. Ils décident de la création d'un Conseil régional provisoire de coordination et de suivi, la mise en place d'un fonds spécial d'investissement pour Kidal, le retrait de l'armée des zones urbaines, la création d'unités spéciales de sécurité, la réintégration de toutes les mutins et déserteurs dans les rangs de l'armée, la création d'un fonds de réinsertion pour la prise en charge des jeunes touchés par les événements, et l'intensification du recrutement des cadres civils de la région, un ensemble de mesures que le Sphinx considère « *de nature à inciter les populations des autres régions du Nord à se rebeller pour avoir à l'instar de Kidal*

⁵ Extrait Le Quotidien d'Oran Ahmed Bentaous, 22 mars 2004

⁶ Cf. infra

⁷ Opus cité, page 130

les mêmes avantages », et conclue « les accords d'Alger sont une remise cause de la souveraineté malienne sur la région de Kidal, En créant une citoyenneté à double niveau ils ont consenti aux insurgés l'autonomie qui, même si le mot n'apparaît pas dans lesdits accords, transparaît à travers les concessions faites par le président ATT... ne vont-ils pas favoriser le retour des terroristes du GSPC dans la région, de Kidal qui pourra ainsi devenir leur sanctuaire ? ».

On doit reconnaître que l'analyse était pertinente et est vérifiée aujourd'hui dans les faits. Le président Tandja du Niger aura d'ailleurs immédiatement manifesté ses inquiétudes quant aux conséquences des Accords d'Alger.

L'ouvrage est ainsi conclu : « ... nous vous prions monsieur le Président Amadou Toumani Toure de ne pas briguer un second mandat en 2007 afin de sortir par la grande porte et de préserver les acquis démocratiques en évitant une autre révolution sanglante, une violence postélectorale et la désintégration de l'intégrité territoriale eu égard à la négociation scélérate qui a débouché sur les « Accords d'Alger ».

ATT aura préféré sortir par la petite porte et laisser derrière lui son pays exsangue. N'aurait-il pas mieux fait d'écouter et suivre cette supplique ?

- *Seul point au crédit d'ATT : la gestion des flux migratoires avec la France*

Il faut reconnaître que le président ATT aura au moins réussi à imposer son point de vue auprès du président français de l'époque Nicolas Sarkozy qui n'aura pas obtenu la signature de l'Etat malien pour un accord sur le retour des immigrés maliens clandestins. Il n'aura pas non plus répondu aux injonctions de l'Etat français de s'attaquer avec détermination contre les islamistes radicaux d'AQMI, dans ce cas ce ne sera pas ce qu'il aura fait de mieux, et on verra pourquoi.

Croissance des inégalités et de la corruption

Depuis le 22 mars, les documents, déclarations et témoignages sur le président déchu et sur son gouvernement, sont tous plus accablants les uns que les autres. Et cela, aussi bien en ce qui concerne son inaction sociale et l'aggravation des inégalités avec l'émergence d'une caste de millionnaires-milliardaires (en FCFA), que le laisser-aller, quand ce ne sont pas des compromissions sur la corruption voire sur des trafics en tous genres notamment dans le Nord du Mali, jusqu'à être accusé de liens avec les narcotrafiquants ⁽⁸⁾. Un pouvoir caractérisé par des « comportements souvent prédateurs d'une classe politique érigée en caste » ⁽⁹⁾.

Un ami malien de Bamako reprend la même constatation et nous écrit : « Au-delà de la personne d'ATT, les maux se retrouvent dans le fondement même de notre société caractérisé par l'impunité, la culture de la médiocrité, le gain facile, le cousinage, les liens familiaux ... »

⁸ Le Monde du 17 avril

⁹ Jeune Afrique N° 2674-75

Gestion opaque des gisements aurifères, travail des enfants dans les mines

Dans un document publié par l'ONG Oxfam ⁽¹⁰⁾, intitulé « *trésor caché* » et publié en 2007, la dénonciation de la gestion opaque des gisements aurifères est argumentée et sans appel. Une étude récente d'un universitaire, publiée en février 2012, dénonce quant à elle le travail des enfants dans les mines d'or du Mali ⁽¹¹⁾.

(II) Un Etat complaisant et faible vis-à-vis des islamistes

La victoire des islamistes sur le Code de la famille

- *L'alerte du 22 août 2009 : les islamistes dénoncent un « code d'inspiration satanique »*

Le 22 août 2009 le Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) tient un meeting sans précédent au « stade du 26 mars » pour protester contre le Code des personnes et de la famille que l'Assemblée nationale venait de voter le 3 août. Plus de 50.000 personnes y ont assisté. Dans sa déclaration Mahmoud Dicko, le président du HCIM et qui sera moins de quatre mois plus tard l'un des premiers à soutenir la junte et le coup d'état, affirme que ce code va à contre-courant des valeurs de société, culturelles, morales et religieuses du Mali. « *Il est tout simplement d'inspiration satanique* » vocifère-t-il dans le micro face à une foule exaltée.

« *Il y a aucun code qui puisse mettre la femme plus à l'aise que les sourates du Coran* », martèle Safiatou Dembélé, représentante des femmes musulmanes.

« *Lahi lah illaha, Allah, Akbar !* » sont les slogans et les refrains des islamistes contre le code, qui selon eux, « *foule au pied les lois fondamentales de l'Islam* ».

Suite à cette démonstration de force ATT cède et renvoie le texte à l'Assemblée Nationale pour une nouvelle rédaction. Le pouvoir a abdicqué devant les islamistes.

- *La retraite sans combat du gouvernement ATT*

Le 2 décembre 2011 un nouveau code de la famille est adopté par l'Assemblée Nationale malienne. Aucun parti politique, aucune organisation n'a eu le courage de lever le petit doigt, de dénoncer quoi que ce soit, le risque de perdre sa popularité primant sur une conviction si conviction il y avait. Le peuple malien revit la même pusillanimité des partis politiques face à

¹⁰ Publié le 1^{er} février 2007, ce document d'OXFAM qui comprend 94 pages dénonce les lois et règlements qui constituent le Code minier du Mali. Oxfam appelle le gouvernement malien et les compagnies d'exploitation aurifère à publier leurs comptes. <http://www.oxfam.org/fr/development/mali>

¹¹ « *Le travail des enfants dans les mines d'or du Mali* », Yannick Gaulin, École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke fév. 2012

la crise actuelle. Le nouveau code de la famille aura consacré la victoire totale des islamistes radicaux sur les musulmans laïques :

- La circoncision et l'excision continueront à être pratiquées. Les législateurs ont voulu que le corps de l'être humain soit « inviolable », mais le HCIM a obtenu qu'il y soit associé la mention « *les actes d'ordre religieux ou coutumier, dès lors qu'ils ne sont pas néfastes à la santé, ne sont pas visés par la présente disposition* ». Le HCIM s'est immédiatement félicité que la circoncision et l'excision continueront d'être accomplies « *par ceux-là dont c'est le métier depuis des lustres* ». L'intervention sur le corps humain n'est plus l'apanage des seuls docteurs en médecine.
- La femme mariée ne pourra pas, sans l'accord de son mari, choisir un lieu de résidence différent de celui de son époux, le chef de famille.
- L'âge du mariage de la jeune fille, qui avait été fixé à 18 ans, redescend à 16 ans, voire moins avec l'accord des parents.
- Le principe de l'obéissance d'une épouse à son mari et de la soumission d'un enfant à ses parents n'est pas aboli.
- Le mariage religieux et la répartition de l'héritage selon les principes de la religion sont légalisés.
- Les imams seront formés dans le but de pouvoir délivrer des certificats de mariage qui auront valeur partout.

Mohamed Traoré dignitaire du HCIM, commentant l'abaissement de l'âge du mariage affirmera que " *nos rues sont remplies de filles enceintes âgées parfois de 13 à 14 ans, maintenir l'âge du mariage à 18 ans, c'est encourager l'adultère et le vagabondage* ».

- *Les islamistes exultent*

Rodé maintenant à l'organisation de meetings dans l'immense stade de Bamako le HCIM récidive le 14 janvier 2012, « *de mémoire de Bamakois, jamais le stade du 26 mars n'a été aussi plein* » ⁽¹²⁾. Les islamistes exultent.

El hadj Mahmoud Dicko, président du HCIM, conclut ainsi son discours « *la menace qu'il y a au Mali, aujourd'hui, n'est pas la menace islamique, comme le prétendent certains. Mais c'est la corruption, le népotisme, le clientélisme, l'illettrisme et la mauvaise gouvernance, ce sont-là de réelles menaces qui sévissent dans notre pays* ».

Le secrétaire général des jeunes musulmans, prend ensuite la parole et donne un aperçu d'un prochain objectif, l'instauration de la charia « *El hadj Mahmoud Dicko a dit que tout le monde sait, dans notre pays, ce qui se passe au sein de l'appareil judiciaire. Il faut que cela change* », a-t-il martelé sous une salve d'applaudissements

L'étape suivante est donc annoncée au cours de ce meeting : la remise en cause des tribunaux laïques au bénéfice des tribunaux islamiques. Personne ne pourra dire ne pas avoir été prévenu.

¹² Le Républicain du 16 Janvier 2012

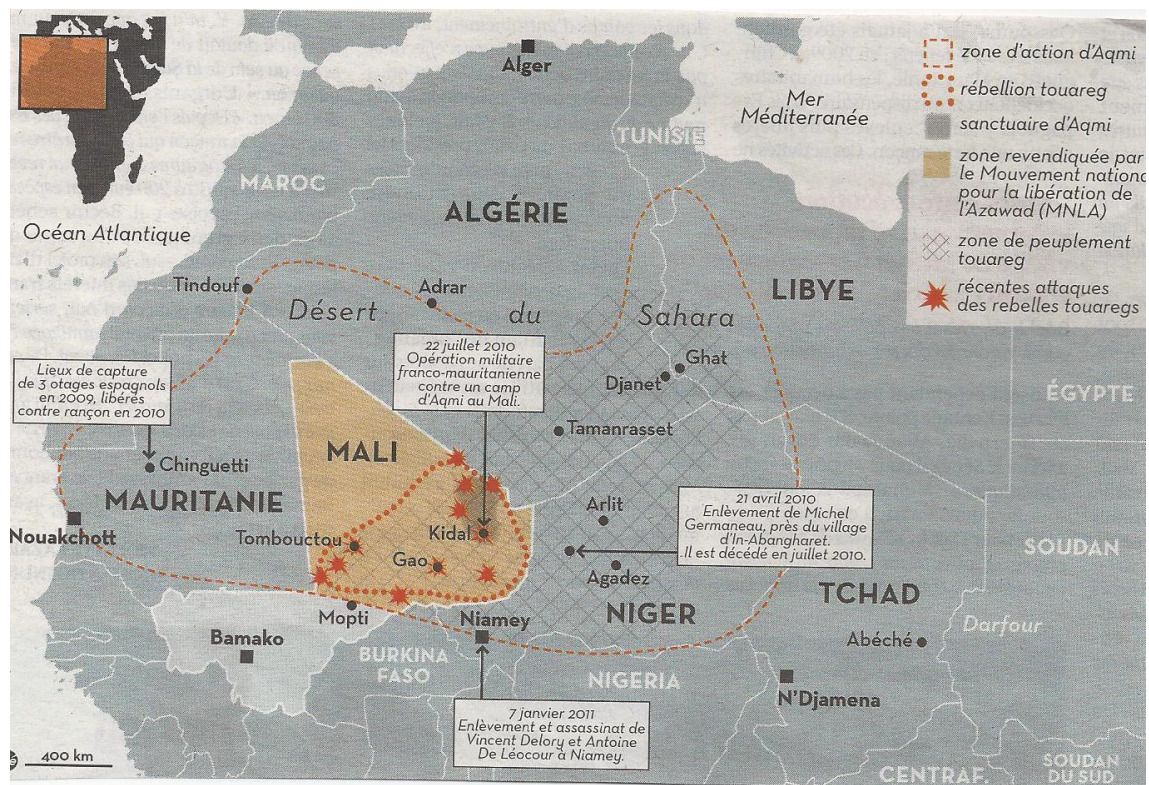
Complaisance envers les religieux radicaux

Le président déchu a contribué à affaiblir le système malien républicain et laïc en donnant de plus en plus de pouvoir politique aux leaders religieux. Ce dépérissement de l'autorité républicaine a permis au groupe islamiste radical d'Ançar Ed-Dine de négocier la libération des 176 militaires maliens prisonniers directement avec le Haut Conseil Islamiste à Bamako, en ignorant superbement les institutions républicaines, le pouvoir politique, y compris de la junte.

Aveuglement sur le danger islamiste et indépendantiste au Nord

La gestion calamiteuse de la question touareg et de l'arrivée sans entrave des mercenaires de Kadhafi dans le Nord du Mali représente en quelque sorte le point d'orgue de l'incurie du feu régime d'ATT ⁽¹³⁾.

(III) L'offensive touareg et islamiste



(14)

¹³ Le gouvernement nigérien voisin a su beaucoup mieux anticiper les risques de déferlement des mercenaires nigériens de la « Légion Verte » qui étaient à la solde du dictateur Kadhafi. Le territoire nigérien leur a été immédiatement interdit. Quant au gouvernement mauritanien il leur livre une « guerre totale » depuis des années.

Le Mouvement national pour la Libération de l'Azawad (MNLA)

- *L'offensive touareg*

La révolte des touaregs commence le 17 janvier 2012 par une attaque sur Ménaka. Elle succède à trois autres grandes rebellions en 1963, 1990 et celle de 2006 qui se conclura par les « Accords d'Alger » signés le 4 juillet de la même année avec le gouvernement d'ATT⁽¹⁵⁾. On en mesure toute l'efficacité aujourd'hui !

- *La revendication du MNLA : indépendance de l'Azawad* ⁽¹⁶⁾

L'Azawad est une région naturelle s'étendant du nord-est au nord-ouest du Mali ⁽¹⁷⁾. Le territoire de l'Azawad est considéré par le Mouvement de National de Libération de l'Azawad (MNLA) comme le berceau des Touareg qui en revendiquent l'indépendance.

La revendication d'indépendance de l'Azawad par le peuple touareg existe depuis des décennies. Elle est une des conséquences du découpage et du partage de l'Afrique par les puissances occidentales à la Conférence de Berlin en avril 1885 qui se sont partagés le territoire africain, sans évidemment qu'aucun africain ne soit présent à la conférence.

Le peuple touareg nomade, comme de nombreux autres peuples dans le monde, ont vu leur territoire historique éclaté, dispersé sur plusieurs pays. Le peuple touareg étant de surcroît nomade, cette territorialisation ne correspondait à aucune réalité. Ce qui arrive aujourd'hui était donc inscrit dans les accords de Berlin.

Une dirigeante du MNLA, Nina Wallet Intalou, déclare le 19 avril à Nouakchott, « *nous voulons notre indépendance, ou une fédération avec un référendum dans cinq ou dix ans, pas l'autonomie, ce serait revenir en arrière, et nous sommes fatigués* ». Quelques jours auparavant, le 5 avril, le MNLA avait précisé sa revendication : « *nous voulons l'indépendance de l'Azawad, c'est-à-dire des trois régions administratives du Nord* ⁽¹⁸⁾. *Nous n'irons pas plus bas sauf si on nous agresse* », et ajoute que « *sa position méridionale est située à Douentza* » ⁽¹⁹⁾. Cette ville est la capitale d'un des cercles de la région de Mopti qui se situe du Nord du pays dogon.

Le territoire du nomadisme historique des touareg est quant à lui encore plus vaste que l'Azawad ⁽²⁰⁾. Il couvre cinq pays, la Mauritanie, l'Algérie, le Mali, le Burkina-Faso et le Niger. La partie malienne représente huit cent mille mètres kilomètres carrés soit 65% du territoire malien (une fois et demie le territoire français !).

¹⁴ Carte publiée dans le journal Le Monde

¹⁵ Les Accords d'Alger pour la « *restauration de la paix, de la sécurité et du développement dans la région de Kidal* », font suite au soulèvement touareg du 23 mai 2006. Ils étaient censés fixer les modalités du développement du nord Mali, et permettre un retour à une normalisation des rapports entre la zone de Ménaka et Kidal et l'État malien.

¹⁶ Azawad en tamasheq ou berbère signifie "zone de pâturage".

¹⁷ Cf. dans carte ci-dessus zone orange

¹⁸ Gao, Kidal et Tombouctou

¹⁹ Jeune Afrique 2674-75, mais il semblerait, selon une source au pays dogon, que, de facto, le MNLA inclurait désormais non seulement Douentza, une ville de la région de Mopti, mais la totalité du pays dogon dans l'Azawad ? cf. infra p. 32 et suivantes

²⁰ Cf ; carte supra, la zone hachurée de peuplement touareg.

Le MNLA proclamera unilatéralement l'indépendance de l'Azawad le 6 avril 2012.

Un droit à l'autodétermination du peuple touareg ?

- *Une volonté de domination de castes sociales « nobles » touareg*

Mais la réalité a changé en un siècle et demi, et la revendication d'indépendance par le MNLA n'apparaît pas acceptable dans les conditions socio-historiques actuelles.

Certaines voix, notamment en France, s'élèvent pour revendiquer le droit à l'autodétermination du peuple touareg en s'appuyant sur l'exemple du Sahara Occidental. La revendication d'indépendance de l'Azawad, n'a rien à voir avec celle portée par les Sahraouis.

La population du Nord du Mali (Azawad) ne dépasse pas 1,5 million de personnes. Les touaregs sont minoritaires. Avant et après l'indépendance du Mali, des familles, sonraï (ou songhoï descendants de la dynastie des Askia Mohamed), maures, arabes, peulhs, bellas (esclaves noirs des maures et des Touaregs), bozos (peuple pêcheur) le long des rives du Niger, se sont installées dans cette partie du pays. C'est en majorité une population noire africaine sédentaire, regroupée dans les grandes villes Aguelhok, Ménaka, Léré, Kidal, Tessalit, Gao, Tombouctou.

- *Des intentions de retour à des pratiques esclavagistes*

La revendication par le MNLA d'indépendance des trois régions du Nord du Mali provient de touareg qui ne veulent pas être soumis à l'Etat malien, dirigé par des africains noirs.

Ce n'est pas un abus de langage de considérer que ces touareg ont pour objectif d'instaurer une dictature, peut-être laïque et non islamiste mais qui soumettrait les populations non touareg à leur domination sans partage qui comporte des aspects racistes, voire dans certaines régions esclavagistes, sur les populations maliennes africaines noires, sédentaires dans les villes du Nord du Mali.

- *Les bellas seraient les premières victimes d'une réactivation des pratiques esclavagistes*

Les bellas parlent la langue des touaregs, s'habillent comme eux et ont bien souvent des patronymes similaires. Mais ils ont la peau noire et sont appelés « Bella », nom générique utilisé pour désigner les descendants d'esclaves dans le Nord du Mali.

L'écrivain malien Hiram Diakon, un des rédacteurs de l'ouvrage « *L'esclavage au Mali* »⁽²¹⁾ affirme que « *pour un grand nombre des enquêtés d'origine esclave, l'objectif inavoué de la rébellion [ndlr: celle commencée en 1990] était que les Touaregs voulaient récupérer leurs*

²¹ « *L'esclavage au Mali* », sous la direction de Naffet Keita, chercheur et enseignant en sciences sociales à l'université de Bamako, éd. l'Harmattan, Paris 2012

terres et leurs esclaves pour en fin de compte réinstaurer les anciennes organisations tribales».

L'association malienne de défense des droits humains Temedt, association créée en 2006 après le premier forum de la communauté tamasheq noire à Ménaka, tire la sonnette d'alarme, *«une partie importante de la communauté noire Kel Tamasheq est maintenue dans des conditions de servitude l'empêchant toujours d'accéder aux libertés les plus fondamentales.»* *« Bientôt cinquante ans après l'accession du Mali à l'indépendance et l'abolition officielle de l'esclavage, dans nombre de localités vivent encore des populations qui sont astreintes soit au statut, soit à la condition d'esclavage».* A Inajatafane, *«aucun esclave affranchi ou a fortiori non encore affranchi ne siège au Conseil municipal et pourtant ils appartiennent à la couche sociale la plus nombreuse.»* A Dagafifo *«un esclave, qu'elle que soit son érudition, ne peut diriger la prière».* L'association Temedt craint que les touaregs en accédant à l'indépendance institutionnalisent l'esclavagisme des populations noires.

La complicité est totale entre certains touareg qui rêvent de réinstaurer la pratique de l'esclavage et les islamistes d'imposer la charia.

Les populations sont prises dans l'étau des intégristes politiques et religieux, nos ami(e)s malien(ne)s affirmant quasi unanimement que ce sont en fait les mêmes.

Les forces en présence, de l'indépendance de l'Azawad à la charia

- *Les indépendantistes*
 - *Le MNLA*

Le MNLA est une organisation très récente. Elle a été créée en septembre 2011 avec l'arrivée des maliens-libyens à la chute de Kadhafi.

Le MNLA alignait fin mai 2012 environ 6.000 combattants. Parmi eux quatre cents ex-soldats de l'armée libyenne. Il recrute actuellement beaucoup parmi les jeunes. Ses effectifs vont donc augmenter rapidement.

Ses dirigeants :

Bilal Ag Chérif, numéro un et chef politique du MNLA. Il est parti faire ses études en Lybie. Il est aujourd'hui secrétaire général du MNLA.

Mohamed Ag Najim, émigré en Lybie après la grande sécheresse de 1973. Il y fait une brillante carrière militaire avec rang de colonel dans l'armée du « Guide ». Il est aujourd'hui le chef d'Etat-major du MNLA.

Nina Wallet Intalou : qualifiée de « passionaria » des touaregs maliens, elle est la seule femme dans la direction du MNLA. Elue maire de Kidal en 1997 elle ne pourra jamais exercer ses fonctions, les islamistes refusant de voir s'installer une femme au poste de maire

de Kidal. Bien que soutenue par tous les cadis ⁽²²⁾ et marabouts ⁽²³⁾ traditionnels, un homme a été autoritairement désigné maire de Kidal par les islamistes.

Proche de Mohamed Ag Najim, elle manifeste une opposition tenace au leader du mouvement islamiste Ançar Ed-Dine, Iyad Ag Ghali, notamment du fait « *de ses liens avec AQMI* » et déclare à son sujet qu'elle « *ne pourra jamais pardonner à Ag Ghali, il nous a fait trop de mal* » ⁽²⁴⁾.

Le MNLA possède un armement lourd, avec entre autre des BTR (blindés de transport de troupes) équipés d' « *orgues de Staline* ».

- *Le FNLA, une nouvelle organisation, ni indépendantistes, ni islamistes ?*

Le Front National de Libération de l'Azawad (FNLA) a été créé le 8 avril 2012, en pleine crise du nord Mali. Il se présente comme un mouvement laïc et justifie sa création par « *l'abandon de l'Azawad par l'Etat malien depuis des années* », en citant parmi ses objectifs sa « *volonté de la libérer de l'emprise des autres groupes armés* ». Il reprocherait notamment au MNLA d'être trop laxiste avec les islamistes radicaux d'Ançar Ed-Dine et d'AQMI.

Le FNLA est composé quasi-exclusivement de tribus maures et arabes, une centaine d'hommes, et se dit « *ni sécessionniste ni islamiste* », et déclare dans un communiqué « *nous avons demandé à ceux qui réclament l'indépendance du nord du Mali de quitter notre région. Nous, nous sommes pour la paix, et nous sommes dans le Mali, pas pour créer une République à part* ».

Il est étrange qu'un mouvement dont l'appellation contienne la revendication de « *libération de l'Azawad* », se déclare dans le même temps « *non sécessionniste* » ? Que signifie alors le terme de libération de l'Azawad pour le FNLA. Pas de réponse pour le moment ?

Ses dirigeants :

Mohamed Lamine Ould Sidatt, un élu de la région de Tombouctou est le secrétaire général.

Housseine Khoulam, lieutenant-colonel de l'armée malienne ayant fait défection. Il en est le chef d'état-major militaire.

- *Le Mouvement républicain pour la Restauration de l'Azawad (MRRA), le dernier-né*

Le colonel-major El hadj Ag Gamou, a annoncé le 15 mai 2012 la création d'un nouveau groupe armé, le MRRA. Cette nouvelle organisation armée serait composée de Songhaïs, de Peulhs, d'Arabes et de Touareg. Elle aspirerait à une large autonomie politique et son objectif serait de « *combattre les islamistes afin de récupérer l'Azawad pour le réinstaurer au sein de la République du Mali* ». Le colonel El hadj Ag Gamou serait à la tête de près d'un

²² Le cadi est un juge musulman remplissant des fonctions civiles, judiciaires et religieuses, un juge de paix et un notaire. Il règle les problèmes de vie quotidienne : mariages, divorces, répudiations, successions, héritages, etc.

²³ Le marabout est un homme ascète (très rarement une femme), le plus souvent se réclamant de l'islam ou de syncrétisme musulman (en Afrique subsaharienne). Il est considéré comme un saint homme et un sage.

²⁴ Le Monde du 19 avril

millier d'hommes, selon son porte-parole, d'un peu plus de 500 hommes, selon d'autres sources, «*équipés de quelque 250 véhicules dont certains de combat*».

El hadj Ag Gamou, est un militaire de carrière issu de la tribu touareg, Imghad. Il a été commandant de la région militaire de Gao. Avec le colonel-major Mohamed Ould Meidou, originaire des tribus arabes et ancien commandant de la région militaire de Mopti, il était le plus redouté au nord du Mali eu égard à l'influence de sa tribu et surtout sa maîtrise du terrain. L'entrée en lice de son mouvement sur le terrain risque-t-elle de faire changer la donne, rien n'est moins certain.

Ses positions rejoignent celles du FNLA (cf. supra), sur la lutte nécessaire contre les groupes intégristes et sur l'autonomie politique de l'Azawad. Certains observateurs n'écartent pas une alliance entre ces deux mouvements. A suivre ...

- *Les groupes islamistes*

- *Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI)*

L'AQMI a été créé en septembre 2006 à la suite de la dissolution du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), lui-même issu des groupes islamistes armés algériens (GIA). Il est fortement armé de plusieurs dizaines de missiles antiaériens SA-7 et SA-18. Des militaires égyptiens proches d'Al Qaïda auraient fait le voyage pour former les combattants de l'AQMI sur ces matériels sophistiqués ⁽²⁵⁾.

L'AQMI dispose d'un véritable trésor de guerre grâce à l'argent des rançons versées par les gouvernements occidentaux pour obtenir la libération de leurs otages.

Ses dirigeants :

Abou Zeid, algérien né à Touggourt, a combattu dans les rangs du GSPC, chef de la principale katiba ⁽²⁶⁾ d'AQMI.

Mokhtar Belmokhtar, algérien né dans la région du m'Zab. Sa katiba compte des centaines combattants surarmés. Il s'adonne aux rapt et trafics en tous genres notamment la protection des convois de narcotrafiquants. C'est un bandit qui se réclame de l'islam pour des intérêts personnels, mais c'est aussi le stratège d'AQMI.

Yahya Abou Hammam, dit «le Boiteux». De son vrai nom Jemal Oukacha, il est lui aussi algérien et second d'Abou Zeid dont il est l'homme de confiance. Il est plus spécialement chargé des opérations militaires d'AQMI. Sa garde rapprochée forme les troupes d'élite.

Il vient d'être nommé gouverneur de Tombouctou avec l'appui d'Iyad Ag Ghali d' Ançar Ed Dine, ce qui indique, s'il en était besoin, les liens quasi organiques entre l'AQMI et Ançar Ed Dine.

- *Ançar Ed-Dine (Défense de l'Islam)*

²⁵ Jeune Afrique N° 2676

²⁶ Brigade ou unité combattante d'AQMI

Ançar Ed-Dine milite pour l'instauration de la charia sur l'ensemble du territoire malien et dispose d'importants moyens financiers, ce qui pourrait être décisif pour se rallier des personnages clefs de la région et enrôler de nombreux jeunes dans leurs rangs.

Il dispose de plusieurs centaines de combattants touareg.

Son principal dirigeant :

Iyad Ag Ghali. Il est un touareg malien Ifogha ²⁷ de la tribu des Irayakan et est né en 1958 à Abeïbara un village de la région de Kidal. Il dirige le groupe islamiste et a pris le nom de guerre Abou Fadil. C'est le chef des « Blancs » touaregs et arabes.

Il a vécu une bonne partie de son enfance à Tamanrasset en Algérie. Il se rend en Mauritanie pour étudier l'islam à la mosquée Ryad de Nouakchott, puis en Arabie Saoudite d'où il sera expulsé.

A 20 ans il part en Lybie y apprend l'arabe et le maniement des armes. Il intègre la fameuse « Légion verte » de Kadhafi. On le verra en Palestine, au Tchad et Liban. C'est lui qui mène les rebellions Touaregs en 1990. Après les accords d'Alger conclus avec le gouvernement malien, il est nommé vice-consul de la République du Mali en Arabie Saoudite. Il est le « correspondant-négociateur » de la France pour la libération de l'otage français Pierre Camatte en février 2010. Il fonde Ançar Ed-Dine « pour ramener dans le droit chemin les jeunes Touaregs endoctrinés par l'AQMI » ⁽²⁸⁾.

Depuis il s'est rapproché de l'AQMI et ne récusé plus leur présence dans la région d'autant mis qu'une partie de ses fonds proviennent de l'AQMI !



Le mouvement islamiste Ançar Ed-Dine marque son territoire dans la région de l'Azawad

○ *Mouvement pour l'Unité et le Djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao)*

A l'origine ce groupe était composé d'africains noirs d'AQMI, mauritaniens, maliens et nigériens. Mais il serait surtout lié à Abou Zeid. Le Mujao a revendiqué l'enlèvement le 5 avril 2012 de sept diplomates algériens, le consul d'Algérie à Gao et de six membres de la mission, ainsi que celui de trois travailleurs humanitaires, un Italien et deux Espagnols, en 2011 à Tindouf dans l'ouest de l'Algérie.

²⁷ Ifoghas : tribu touarègue noble maraboutique,

²⁸ Jeune Afrique N° 2674-75

Le MUJAO réclame une rançon totale de 45 millions d'euros pour libérer neuf d'entre eux, et le dixième ?

Il est actuellement dirigé par un arabe malien de Gao, Sultan Ould Baldi, issu de la tribu des Hamrare. Cet individu est, comme beaucoup d'autres rebelles et terroristes islamistes impliqués dans le trafic de drogue. Il était auparavant dans la « katiba » des Mulathamine (les enturbannés) dirigé par Mokhtar Belmokhtar dirigeant d'AQMI.

Le numéro deux du Mujao est mauritanien, Hamada Ould Khaïrou, alias Abou Qoumqoum. Il est né en 1970 à Nouakchott. Il a été arrêté avec le chef de la branche mauritanienne de l'AQMI, Khadim Ould Semane. Ils se sont évadés en 2006 déguisés en femmes. Ould Semane a été réincarcéré, mais Abou Qoumqoum est dans l'Azawad.

- *Boko Haram (« book » en pidgin English et « interdit » en arabe)*

L'expression Boko Haram signifie le rejet d'un enseignement perverti par l'Occident. C'est un groupe islamiste terroriste installé au Nigéria. Ce sont des terroristes particulièrement sanguinaires, depuis juillet 2009, ils ont été tués 935 personnes dans des attentats. Quelques centaines d'entre eux auraient été signalés depuis la crise, et à plusieurs reprises à Gao et Tombouctou.

L'Etat global des forces combattantes des islamistes :

Selon des observateurs avisés, ils étaient 1 500 au début de la guerre en janvier, ils seraient aujourd'hui, fin mai 2012, plus de 10.000 et lourdement armés. Ils avaient profité de la guerre en Lybie pour faire leur marché d'armes lourdes, ils ont en plus maintenant réquisitionné le matériel que l'armée malienne leur a abandonné dans les camps désertés.

La lutte des Etats de la région contre les islamistes radicaux, la création du CEMOC

En 2010 à Tamanrasset, l'Algérie, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Burkina Faso créent le Comité d'Etat-Major Opérationnel Conjoint (CEMOC), pour combattre les islamistes radicaux, en particulier l'AQMI. Mais les stratégies des pays divergent. La Mauritanie prône le « tout sécuritaire », le Mali plaide pour un « développement économique et social à long terme » seul susceptible d'après lui, de tarir les sources de recrutement des mouvements Touaregs et islamistes radicaux. Pour le moment ces contradictions semblent exclure une intervention du CEMOC dans le conflit armé au nord du Mali.

Luttes entre les rebelles Touaregs et les islamistes radicaux, une défaite annoncée du MNLA

- *L'application de la charia imposée au MNLA et au gouvernement intérimaire*

La cohabitation sur le terrain devient très difficile entre le Mouvement Ançar Ed-Dine et le MNLA. Les deux groupes se seraient livrés, en avril, un combat acharné dans les collines de

Kidal ⁽²⁹⁾. L'affrontement serait intervenu quand Ançar Ed-Dine a pris la décision de remettre au Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), de Bamako le groupe de 176 soldats faits prisonniers lors des combats d'Aguelhoc, de Tessalit et de Kidal. Une libération à laquelle le MNLA était fermement opposé, mais il a dû céder aux islamistes.

Iyad Ag Ghali, le chef d'Ançar Ed-Dine a remis le 16 avril les soldats prisonniers aux deux délégués envoyés auprès de lui par le bureau exécutif du HCIM. Ançar Ed-Dine impose ainsi l'application de loi islamiste, la charia, selon laquelle le pouvoir politique hors religieux n'existe pas.

Autre marque d'un rapport de force qui évolue en faveur des islamistes, le nouveau gouverneur de Tombouctou, tombée le 1^{er} avril aux mains des djihadistes, les troupes du MNLA ayant été repoussées vers l'aéroport, est un algérien membre de l'AQMI, Yahya Abou Hammam.

L'organisation, salafiste AQMI a déployé des batteries de missiles anti aériens autour de la ville, ce qui indique sa prédominance actuelle sur Tombouctou.

Tous les témoignages concordent, les hommes de l'AQMI profitent de la situation de désordre total, d'absence d'autorité pour s'infiltrer dans les villes qui ont été conquises soit par la MNLA soit par Ançar Ed-Dine.

Et en attendant ces « guerres fratricides » hypothétiques, tous les groupes islamistes sont ensemble sur le plan opérationnel pour interdire le territoire à l'armée malienne. Ils ont une base idéologique et un socle islamiste encore plus forts que leurs rivalités.

- *Le FNLA débarque le 26 avril à Tombouctou, au cœur du nouveau fief d'AQMI et Ançar Ed-Dine qui lui font rapidement rebrousser chemin*

Le 26 avril 2012, une colonne de quarante 4X4 du FNLA conduite par le maire de Léré se serait présentée aux portes de Tombouctou et est entrée dans la ville.

Mais leur arrivée dans Tombouctou aura fait long feu, Ançar Ed-Dine leur a prié de quitter les lieux, et ils ont dû s'exécuter, ce qui conforte l'idée de la supériorité militaire des groupes islamistes sur les laïques touareg ou dans ce cas arabes.

Installation d'une internationale islamiste dans le Nord Mali

A la vitesse à laquelle tous ces groupes islamistes s'installent dans l'Azawad, le risque pointe que le Nord du Mali devienne une sorte de « pôle d'attraction » de groupes islamistes parmi lesquels Boko Haram qui semblerait donc avoir désormais pénétré la région.

Face à cette internationale islamiste, le MNLA indépendantiste ne fera pas le poids longtemps. Le FNLA en a déjà fait l'amère expérience à Tombouctou.

²⁹ L'Aube du 20 Avril 2012 (Journal malien)

Des sources concordantes affirment que « *des Pakistanais auraient rejoint les combattants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique* », et que ces djihadistes pakistanais « *prôneraient le djihad international* » dans la rue et les mosquées de Tombouctou ⁽³⁰⁾.

MNLA, Ançar Ed-Dine, même bête même combat ?

Nombreux(es) sont les ami(e)s maliens et maliennes qui ont participé à la rédaction de ce texte et qui considèrent que tout cela n'est que de la poudre aux yeux, et affirment que MNLA et Ançar Ed-Dine sont la même bête immonde, et demandent que cette analyse apparaisse le texte.

Si des visions tactiques séparent les deux organisations, l'une insistant plus sur l'indépendance, l'autre sur l'islam et la charia, le « *MNLA et Ançar Ed-Dine sont d'accord sur le fond car ce ne sont tous que de vulgaires bandits, et rien de plus* », affirment nos ami(e)s.

Dans cette hypothèse la question, « qui domine qui ? » n'est guère intéressante, ni pertinente pour la suite événements. Les rédacteurs maliens et maliennes, partenaires de ce texte, considèrent que la domination, l'installation des islamistes radicaux est acquise, et qu'ils ont déjà le pouvoir dans l'Azawad, « *et ils ne sont pas prêts à le lâcher* » affirment-ils !

Les islamistes salafiste et Frères Musulmans aux élections égyptiennes donneront un aperçu de la capacité des courants islamistes et radicaux djihadistes à composer pour prendre le pouvoir aux laïques.

L'AQMI composée essentiellement de nationaux non maliens, pour l'essentiel algériens, représente en revanche une autre problématique.

(IV) Drogue, esclavagisme, pétrodollars, enjeux de la mainmise sur l'Azawad

1) Le trafic de drogue

Un rapport parlementaire d'une commission de l'Assemblée nationale française

François Loncle et Henri Pagnol, députés français, ont présenté un rapport parlementaire dans lequel ils soulignent que le sahel est devenu une des principales zones de transit pour toutes sortes de trafics : haschich, cigarettes, médicaments de contrefaçon et surtout cocaïne.

Des politiciens impliqués dans les trafics

³⁰ RFI 10 mai 2012

Un ancien diplomate Ahmedou Ould Abdallah, qui dirige aujourd'hui le Centre des Stratégies pour la Sécurité Sahel Sahara (Centre 4 S) dénonce les liens entre certains chefs d'Etat en place et les réseaux de la drogue « *le Nord est devenu un eldorado d'intégristes, de trafiquants de drogues et d'esclavagistes qui ne pouvaient que profiter du vide constitutionnel. L'argent de la drogue fausse tout. Il fausse la justice, il fausse la police et donc la sécurité. Pire, il fausse toute possibilité de démocratie. Ceux qui sont financés par les narcotrafiquants peuvent difficilement être battus dans une élection. Il n'y a pas de doute dans l'esprit de beaucoup d'observateurs que les trafiquants ont des relais à un niveau très élevé. Et ils vont peser dans certaines élections dans les prochains mois* ».

L'argent, procuré par le trafic de drogues est un élément décisif dans la bataille au Nord pour embrigader les jeunes désœuvrés « *les djihadistes ont ouverts un camp militaire [à Tombouctou]. Ils proposent aux jeunes de leur donner un véhicule, une arme. Quelqu'un qui était à dos d'âne se retrouve sur un 4X4, c'est comme cela qu'ils embobinent les gens* » ⁽³¹⁾.

Les liens entre les groupes islamistes radicaux et les narcotrafiquants sont puissants, lorsque ce ne sont pas les mêmes.

L'AQMI « protecteur » des routes de la drogue dans le Sahel

Abou Zeid et surtout Mokhtar Belmokhtar sont connus comme des « maîtres contrebandiers » qui fixent un impôt sur les "marchandises" qui transitent.

L'affaire d'Air Cocaïne

En novembre 2009 un Boeing 727 est retrouvé calciné dans la région de Gao au lieu-dit "Sinkrebaka" (le bélier aux cornes tordues). Il venait du Venezuela avec à son bord 5 à 6 tonnes de cocaïne d'une valeur de 300 millions d'euros.

La drogue, rente pour une certaine « élite » malienne.

Un télégramme envoyé le 25 octobre 2009 par les services algériens à l'ambassade des Etats-Unis à Bamako, révélé par Wikileaks, signalait que « *plusieurs familles riches et puissantes du Mali ont eu droit aux largesses des trafiquants* » ⁽³²⁾. Un spécialiste du dossier cité par ce même article affirme « *tout le monde sait que plusieurs hauts gradés maliens sont impliqués directement dans ce trafic* ». ... c'est une rente qui enrichit des officiers mais aussi des députés qui s'en servent pour financer leur campagne électorale. Ces accusations sont d'une extrême gravité et sont un des éléments de la révolte des mutins soldats et de l'écœurement de la population malienne à l'encontre des politiques et des dignitaires de l'armée malienne. Tout cela ne fait qu'ajouter au climat délétère qui fait sombrer la démocratie au Mali.

³¹ Nina Wallet Intalou dans le Monde du 19 avril

³² Libération du mercredi 2 mai 2012

2) Le pétrole entre dans la danse

Peu évoqué jusqu'ici par les médias et commentateurs, la question du pétrole est bien présente dans ce conflit.



Le coup d'Etat empêche le démarrage des forages pétrolifères au Nord du Mali

Tout le monde court après le pétrole annoncé, notamment les puissances occidentales qui se font une guerre interposée au Nord, qui instrumentalisent tout le monde en étant eux-mêmes instrumentalisés.

Si « le pétrole est pour le moment un mirage au Mali, [car] on ne peut pas mesurer les réserves sans avoir mené une série de forages dans une zone qui s'étend sur des centaines de milliers de kilomètres carrés, les forages devaient commencer en février ⁽³³⁾ comme l'avait promis l'ex-premier ministre Mariam Kaidaba Cissé Sidibe ⁽³⁴⁾ ». Le coup d'Etat a tout stoppé.

³³ Benjamin Augé, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et rédacteur en chef adjoint d'Africa Energy Intelligence.

³⁴ Elle a été arrêtée par la junte

La France exclue du pactole au profit de la Chine et de l'Italie

Au nord, l'Algérie a pris des « blocs » par l'intermédiaire de la Sipex, filiale internationale de sa société nationale la Sonatrach, et s'est associée avec l'italienne ENI pour partager les coûts d'exploration.

Le pétrole se trouve décidément encore une fois de plus au centre des malheurs des populations africaines. Le Mali y avait échappé. Il semble qu'il en soit la nouvelle victime. Les rebelles se voient déjà en émirs riches en pétrodollars. Cette perspective ne peut que les renforcer dans leur détermination à vaincre et prendre possession seuls de ce territoire prometteur de rente facile.

Nous serons d'accord avec l'affirmation d'Aminata Traore ⁽³⁵⁾ dans une interview ⁽³⁶⁾ : « ... *ne nous voilons pas la face, les enjeux pétroliers, miniers et géostratégies sont considérables face à la Chine* ». Enjeux sur lesquels la plupart des commentateurs occidentaux restent muets.

(V) L'ex gouvernement Sarkozy, apprenti sorcier dans le sahel

1) « Un complot tramé contre le Mali »

ATT et Sarkozy : un lourd contentieux à propos des migrants

Pour des raisons de politique intérieure, ATT n'a cessé de refuser à la France la demande « réadmission des migrants sans papiers » sur le sol malien, aussi insistante qu'elle fût. Comment aurait-il pu l'accepter, sans compter l'aspect purement humaniste, alors que les fonds des migrants envoyés à leur famille au Mali sont plus importants que toute l'aide publique de la France !

Ce contentieux a envenimé les relations entre Paris et Bamako de façon irréversible. Espérons que le nouveau gouvernement français adoptera une politique radicalement différente ?

L'ex gouvernement Sarkozy négociait avec le MNLA

Le MNLA a été reçu au Quai d'Orsay de l'aveu même de ses représentants, Moussa Ag Attaher et Moussa Ag Assarid ⁽³⁷⁾. Ceux-ci sont interviewés sur des chaînes de télévisions et radios françaises, et ont confirmé que le MNLA était en négociation avec la France. On peut s'interroger comment l'ex gouvernement français pouvait considérer avoir un droit d'intervention dans les négociations sur l'indépendance d'un territoire appartenant à un pays souverain, à savoir le Mali. Le trafic d'arme ne semble pas très loin. Il est vrai que c'est un

³⁵ Aminata Traore : ministre de la Culture et Tourisme sous la présidence d'Alpha Oumar Konaré entre 1997 et 2000, a démissionné pour ne plus être tenue de son devoir de réserve. Elle coordonne les activités du Forum pour un autre Mali : <http://www.foram-forum-mali.org/>

³⁶ L'Humanité, vendredi 4 mai 2012

³⁷ Pigiste à RFI

sport qui a été pratiqué avec intensité par les « missi dominici » des précédents gouvernements français ⁽³⁸⁾.

Si les faits rapportés par la presse et autres organisations maliennes peuvent être démontrés, prouvés, cela relèverait, en effet, d'un réel complot contre un pays souverain.

La conséquence de cette politique souterraine du gouvernement sarkosiste à courte vue se traduit par un rejet croissant de la France dans les médias maliens, et qui commence à s'installer parmi la population malienne elle-même.

L'ombre des otages dont sept français

Les islamistes radicaux détiennent encore dans cette région vingt otages, treize occidentaux dont sept français (quatre kidnappés à Arlit au Niger et deux à Hombori au Mali), et sept algériens. On peut penser que la fébrilité du gouvernement français à chercher à négocier avec le MNLA, avait pour objet de l'utiliser comme intermédiaire pour négocier la libération des otages que l'ex président Sarkozy rêvait de présenter comme trophée aux français avant les élections présidentielles.



Les deux français capturés à Hombori au Nord du pays dogon

Le Mali accuse la France de complicité avec le MNLA

De nombreux articles de journaux maliens, des déclarations de partis politiques maliens et des documents circulent dans le pays, et accusent gravement l'ex gouvernement français d'avoir favorisé les rebelles touareg parce que l'ex président Sarkozy était « *mécontent du laxisme d'ATT face aux enlèvements de ses ressortissants par l'AQMI, et d'autre part voyant l'intention du gouvernement du Mali à écarter les sociétés françaises dans l'attribution du marché d'exploitation de son futur pétrole au nord, ... En contrepartie, les séparatistes*

³⁸ De l'Angolagate à l'affaire Karachi où 11 français ont perdu la vie, en passant par les « vedettes de Taïwan ». Toute la Françafrique portée sur les fronts baptismaux par Foccart, ravivée par Jean-Christophe Mitterrand pour terminer avec le consultant de l'Angolagate Jacques Attali et le trafiquant Falcone, sans oublier Ziad Takhedine, et les porteurs de valises, Bourgi et Cie etc. Etc.

[MNLA] devront s'engager à éradiquer l'AQMI du nord du Mali et aussi à confier aux sociétés françaises l'exploitation du pétrole du nord » ⁽³⁹⁾.

La déclaration l'ex ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, sur le conflit malien et dans laquelle il suggérait que la seule sortie était « *la négociation avec le MNLA* » donnerait à penser que ces accusations sont pas totalement dénuées de vérité contrairement à ses dénégations. La déclaration de Nicolas Sarkozy le 13 avril selon laquelle « *il faut tout faire pour éviter la constitution d'un Etat terroriste ou islamique au cœur du sahel* » signifie-t-elle que « tout faire » c'est aussi chercher à instrumentaliser le MNLA dans cet objectif ? Cette tactique traduit-elle bien, en outre, une bonne appréciation du rapport des forces dans la cette région du Sahel, on en doute. Une fois de plus le gouvernement sarkosiste n'aura pas brillé par la pertinence de ses analyses géostratégiques.

Aminata Traore souligne avec pertinence que « *la France joue avec le feu en cautionnant en sous-main, cette revendication indépendantiste* », ajoutant « *la rébellion n'aurait pas, je crois, revendiqué des deux tiers du territoire au nom de 10% de la population si elle n'avait pas reçu l'assurance d'un appui extérieur* » ⁽⁴⁰⁾.

Le MNLA exerce le chantage : indépendance contre AQMI

Le MNLA apporte une crédibilité supplémentaire à ces accusations en proposant un troc, un marchandage à la communauté internationale, « *donnez-nous l'indépendance et ce sera la fin de l'AQMI au Mali* » ⁽⁴¹⁾. En outre il ne se cache pas d'appeler les occidentaux à la rescousse : « *il faudra que les occidentaux s'impliquent et nous donnent les moyens, ils ont bien donné des millions pour libérer les otages ...* », et confirme les discussions sans préciser avec qui : « *depuis des mois on nous promet une aide, mais rien, rien !* » et enfin l'argument d'appât est lancé « *nous avons pourtant du pétrole, de l'uranium mais on nous laisse entre les griffes de ces gens [Ndlr : islamistes radicaux]* » ⁽⁴²⁾.

Ces relations privilégiées entre la France et le MNLA excèdent non seulement les autorités maliennes mais aussi et surtout la population malienne qui y voit une trahison. Cette attitude de l'ex gouvernement français, après d'autres actes comme l'intervention en Lybie, a fait monter un sentiment anti-français préoccupant au Mali, en particulier à Bamako où de nombreux amis maliens nous font part de leur forte inquiétude à ce sujet.

Ainsi dans une manifestation récente organisée par le collectif des ressortissants du Nord une banderole accusait la France d'avoir laissé tomber le Mali.

Vers la marginalisation de la France au Mali

- *Des manifestations populaires violentes contre l'intervention de la France en Lybie*

³⁹ Déclaration de la Coalition Malienne pour l'Unité Territoriale (CMUT)

⁴⁰ L'Humanité, vendredi 4 mai 2012

⁴¹ Jeune Afrique 21 février 2012

⁴² Nina Wallet Intalou dirigeante du MNLA dans el Le Monde du 19 avril

Le samedi 19 mars 2011, la France intervient militairement en Lybie avec la Grande Bretagne sous l'égide d'une résolution de l'ONU. Depuis plusieurs manifestations anti-françaises se sont déroulées dans la capitale malienne. Pour ne retenir que les plus importantes :

Le dimanche 20 mars, dès le lendemain de l'intervention militaire en Lybie, une première manifestation de soutien à Kadhafi est organisée par le parti SADI. Les forces de police la bloquent et empêchent les organisateurs de remettre leur déclaration à la représentation diplomatique de la Libye au Mali.

Le mercredi 22 mars, Adame Bâ Konaré, l'épouse de l'ancien président de la République, Alpha Oumar Konaré, rend public un texte dans lequel elle appelle à la mobilisation pour « *défendre notre continent meurtri et bafoué* » et pour « *barrer la route à la recolonisation* ».

Le vendredi 25 mars, une semaine après l'intervention, à la sortie de la prière, les fidèles se sont rassemblés pour partir en manifestation jusqu'à l'ambassade de France. Elle était conduite par deux caciques du mouvement islamique local, l'imam Cherif Ousmane Madani Haidara et Mohamadou Dicko, le président du HCIM.



Une banderole à la manifestation du 28 mars

Le samedi 30 juillet l'Union des jeunes musulmans du Mali (UJMA) organise un meeting anti-français au stade municipal de Korofina-Nord. Les militants et sympathisants de l'UJMA mettent le feu à un drapeau français, symbole de la République.

La France est considérée comme l'instigatrice principale de l'invasion de la Libye par les forces de la coalition. Pour les manifestants, l'adoption par l'ONU de la résolution 1973, ordonnant des frappes de l'OTAN « *contre les installations militaires* » de Kadhafi, est le témoignage de « *l'arrogance manifeste des Occidentaux contre le continent africain* ».

- *Haro contre la France et appel au soutien de dictatures*

Une organisation, la Coalition Malienne pour l'Unité Territoriale (CMUT) vient de publier un texte dans lequel on peut lire dans sa conclusion « *Demandons l'aide des USA, de la Chine et de la Russie. Tout sauf la France et tout contre la France et ses alliés.* »

Ça ne fait pas très plaisir de lire ce type d'harangue quand on est français et que l'on combat depuis toujours les politiques colonialistes, néo colonialistes et impérialistes de la France. La Chine et la Russie ne sont pas des parangons de démocratie, ce sont des dictatures dans lesquelles les démocrates y sont terriblement réprimés. Le fait qu'il leur soit fait appel traduit à la fois le désarroi de la population malienne et un fort rejet de la France dont ils se sentent trahis.

Quant à la référence aux USA, il est inquiétant de constater la grande naïveté d'un tel appel à la première nation impérialiste dans le monde. Les rédacteurs de ce texte, veulent-ils que le peuple malien fasse l'expérience du peuple irakien, du peuple afghan, du peuple libyen, et on ne remontera pas plus dans l'histoire !

Malheureusement l'expérience nous indique que les faits, les références à l'histoire, ne sont pas suffisantes pour éclairer les peuples et que trop souvent chacun doit refaire l'expérience des autres. Il est terrible de constater qu'il faille que des peuples passent par l'expérience des dictatures et même des guerres pour en comprendre toute leur abomination.

- *Le résultat d'une désastreuse politique française en Afrique*

Ceci étant on ne peut s'étonner de la prolifération de ce type d'appels anti français à Bamako, suscités par la désastreuse politique française en Afrique et en l'occurrence au Mali.

Nous avons reçu de nombreux témoignages d'amis maliens sur leur crainte de voir la France à la fois « décrocher » du Mali et en être progressivement rejetée par population. Pour ne citer que l'un d'entre eux : « ... *Les américains en ont une vive conscience* [Ndlr : de la gravité de la situation], *malheureusement, à notre grand regret et dépit, les autorités françaises jouent à l'aveugle, et pire, aux pyromanes...* ».

- *Les partis politiques français et l'intervention militaire en Lybie*

L'ex président Sarkozy a pris la décision de l'intervention militaire de la France en Lybie en dehors de toute consultation du parlement français, contrairement par exemple à la Chancelière allemande madame Merkel. Le Bundestag s'est d'ailleurs opposé à la participation de l'Allemagne à l'aventure libyenne.

Le parlement français ne sera consulté que quatre mois après le début de l'intervention. Le Parti Socialiste français a considéré qu'il ne pouvait pas ne pas apporter son appui à l'intervention armée de la France en Lybie alors que les militaires français étaient engagés dans les combats depuis plusieurs mois. Les députés socialistes ont en conséquence approuvé par leur vote l'intervention en Lybie.

En revanche les parlementaires communistes ont voté contre.

2) La crise au Mali, dégât collatéral de l'intervention de l'OTAN, conduite par la France, en Lybie ?

La guerre en Lybie, déclencheur de l'offensive islamiste dans le Sahel ?

« La chute de Kadhafi a été l'élément catalyseur pour déclencher la crise [au Mali], mais tous les facteurs de cette crise étaient déjà réunis depuis longtemps » ⁽⁴³⁾

Le dictateur-dément Mouammar Kadhafi qui se prenait pour le « roi du Sahara », avait créé à Tripoli en 1998 une communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD). Il n'aura cessé depuis d'œuvrer à la déstabilisation de la région dans le but d'y instaurer son royaume, son empire. L'immense désordre actuel dans le Sahel en est un des derniers avatars.

L'intervention de la France et des forces de l'OTAN aura été le déclencheur.

Le président du Niger, Mahamadou Issoufou, affirme également que la rébellion touarègue est un « *dégât collatéral de la crise libyenne* » ⁽⁴⁴⁾.

Des témoignages de la population aujourd'hui réfugiée dans des camps convergent avec ces analyses, « *tout s'est dégradé avec l'arrivée des mercenaires maliens après la chute de Kadhafi.* » ⁽⁴⁵⁾.

Kadhafi, durant tout son règne a utilisé les touaregs pour combattre sur de nombreux champs de bataille notamment au Tchad. Et le MNLA aujourd'hui dénonce les mauvais traitements que le « Guide » leur faisait subir ⁽⁴⁶⁾.

Le dernier grand soulèvement touareg dans les régions de Kidal et Ménaka remonte à mai 2006. Mais à cette époque les rebelles Touareg ne possédaient pas encore les armes récupérées dans les arsenaux de Kadhafi.

Sans l'arrivée massive de Lybie de hordes armées jusqu'aux dents (*les revenants*⁴⁷), la région ne serait pas devenue la poudrière actuelle et la situation au Mali n'aurait pas explosée avec une telle supériorité militaire pour les terroristes et rebelles Touaregs, même si comme le fait remarquer l'Institut de Recherches Stratégiques de l'Ecole Militaire (IRSEM), les ingrédients de la crise étaient sous le boisseau depuis longtemps qui ne demandaient que la mèche pour s'allumer.

Les leçons prodiguées aux maliens par notre ex ministre des Affaires Etrangères, Alain Juppé, « *à mieux s'organiser* » pour la lutte contre les islamistes radicaux, semblent pour le moins audacieuse quand on sait que la situation actuelle de chaos dans le Nord du Mali a, en grande partie, pour origine l'intervention de l'OTAN en Lybie, l'ex président Sarkozy s'étant même vanté à la télévision française au cours de la campagne électorale présidentielle que « *c'était la France qui avait conduit les opérations* ».

⁴³ Amandine Gnanguènon, chargée d'études à l'Institut de Recherches Stratégiques de l'Ecole Militaire (IRSEM)

⁴⁴ Le Monde du 15 février 2012

⁴⁵ La Croix du 19 avril 2012

⁴⁶ Nina Wallet Intalou dans Le Monde du 19 avril

⁴⁷ « Les revenants » : touareg appelés ainsi par la population touareg parce que rentrés de Lybie après plusieurs années, 15 voire 20 ans pour certains, et avoir servi dans l'armée libyenne, souvent dans le corps d'élite appelé la « Légion Verte ».

Le nouveau gouvernement français a un lourd héritage à gérer. Un tournant rapide et radical doit être rapidement pris pour donner des signaux positifs aux africains et entamer un redressement de l'image de la France auprès des populations. La tâche est autant immense, qu'urgente.

Une volonté de revanche des islamistes salafistes contre les pays occidentaux engagés ?

Nos ami(e)s malien(ne)s nous disent qu'un fort sentiment d'humiliation existe parmi la population et encore plus parmi les anciens combattants touareg et autres de la « légion verte » sur les conditions de l'assassinat de Kadhafi, l'exposition de son corps et le manque total de respect de la dépouille.

Aussi considèrent-ils (elles) qu'il y a véritable un risque de volonté de vengeance de leur part et espèrent qu'ils n'auront pas la tentation de l'exercer dans les territoires des pays occidentaux qui en portent la responsabilité.

(VI) Le Coup d'Etat du 22 mars 2012

Le putsch aura été pour beaucoup une révélation quant à l'ampleur de la crise économique, politique, sociale et morale qui sévit au Mali. ATT était consacré « Prince de la démocratie africaine » par les puissances occidentales à l'unisson, ce qui a émoussé beaucoup la vigilance et l'esprit critique. La désillusion en est que plus rude.

Le régime d'ATT, tombé comme un fruit pourri ⁽⁴⁸⁾

L'assassinat atroce de 70 militaires maliens, égorgés et éventrés à Aguelhoc une ville du Nord Mali, semble-t-il par les milices du Mujao, puis la débandade de l'armée malienne, l'incurie des militaires les plus hauts gradés planqués dans les bureaux climatisés à Bamako et pour certains corrompus jusqu'à la moelle, le laxisme d'ATT avec les rebelles touareg, ont poussé les militaires du camp-caserne de Kati, situé à une quinzaine de kilomètres de Bamako, à monter à la Présidence pour demander des explications et faire valoir leurs revendications, leurs exigences. Leurs épouses les avaient précédés quelques jours auparavant. Quand ils sont arrivés à la présidence ils l'ont trouvée vide. ATT avait fui.

Cette fuite d'ATT du palais présidentiel le 21 mars, puis son silence total durant sa « planque », les conditions lamentables de sa démission, son départ-fuite au Sénégal après s'être réfugié à l'ambassade de ce pays, ne resteront pas comme les actes les plus glorieux dans l'histoire du pays.

⁴⁸ Amadou Toumani Touré, ancien putschiste lui-même aura avancé dans un de ses discours cette prophétie : « Les coups d'Etat constituent une réponse à la mauvaise gestion des politiques ».

ATT n'aura donc pas daigné participer à la résolution de la crise, au contraire, réfugié au Sénégal, il semble bien content de s'en être tiré à si bon compte, grâce à la CEDEAO qui a négocié avec la junte sa sortie peu glorieuse du territoire malien, et qui exige en dehors de tout réalisme son retour « sécurisé » au Mali.

Un coup d'Etat totalement improvisé ?

Quand débute la mutinerie, le soir du 21 mars, que le ministre de la défense et le chef d'État-major général des armées s'enfuient, et que sont tirés les premiers coups de feu, le capitane Amadou Haya Sanogo, rentre chez lui comme beaucoup d'autres officiers. Il ne sent pas directement concerné.

En partant du camp-caserne de Kati, les militaires eux-mêmes n'avaient, semble-t-il, pas vraiment l'intention de procéder à un coup d'Etat mais ils se sont trouvés devant une situation particulière, insolite, ils ont été quasi contraints de déclarer la vacance du pouvoir et d'en tirer toutes les conclusions, malgré eux.

Mais ce soir-là ils n'ont pas de chef, pas d'officiers avec eux. Il leur en faut un. Un des putschistes cite le nom de Sanogo. C'est comme cela que le capitaine, instructeur de ce soldat, s'est retrouvé à la tête d'un coup d'Etat dont il n'était absolument pas l'instigateur, et aux premières heures duquel il n'a pas participé.

Le Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat (CNDRE) sera ensuite créé. Il fait office d'organe politique des putschistes.

ATT massivement rejeté par la population

Il est vite apparu que si la population ne soutient pas activement les putschistes du coup d'Etat, elle est particulièrement heureuse d'être débarrassée d'ATT.

Aucune réelle manifestation de soutien populaire n'a pu par ailleurs être organisée en sa faveur. ATT sera donc sorti par la petite porte de l'histoire, pour ne pas dire par celle de la honte.

Un journaliste malien fournit une analyse des raisons de l'apparente mansuétude de la population, vis-à-vis des putschistes. *« ... le départ du général fuyard a permis aux Maliens de tous bords de comprendre comment ATT et son entourage géraient le pays. Ils ont compris les mécanismes d'un système qui a dilapidé une partie des ressources du pays. Principale source de recettes du pays, la douane est le corps le plus touché par la corruption. Presque systématiquement, une importante partie des ressources censées atterrir dans les caisses de l'Etat se retrouvent sur des comptes de quelques particuliers proches de l'homme. Un audit des dix ans de gestion donnera des vertiges. Loin d'être fortuit, l'état de délabrement de l'économie du pays s'explique en partie par cette gestion prédatrice »* ⁽⁴⁹⁾.

⁴⁹ Le Prétoire du 20 avril 2012

En écho du rejet d'ATT par la population, le capitaine des mutins, Amadou Haya Sanogo déclare le 22 mai que le coup d'Etat est dirigé « *contre tous ces hommes politiques, contre ces chefs de partis qui, par leur silence, ou leur complaisance, se sont rendus complices du naufrage malien* ».

Un mois plus tard il revendiquera haut et fort le coup d'Etat et le justifiera à posteriori : « *On avait une armée sous équipée et mal formée. Il valait mieux un coup d'Etat plutôt qu'une guerre civile juste après les élections* » ⁽⁵⁰⁾.

Il est nécessaire de rappeler à ce capitaine « va-t'en guerre » que quelques jours après le coup d'Etat, trois régions du Nord du pays sont immédiatement occupées. Fin mai, plus de deux mois plus tard, aucune tentative de libération du nord Mali n'aura été amorcée par les putschistes donneurs de leçons. Les populations du Nord sont totalement laissées à leur triste sort. La junte s'enlise dans les conflits de contrôle du pouvoir et les populations sont terrorisées à Bamako. Quel bilan au regard des rodomontades des mutins !!!

Les partis politiques maliens historiques rejetés par la population

Il est également apparu à cette occasion que la quasi-totalité des partis politiques maliens étaient rejetés par la population.

Un ami malien de Bamako nous décrit parfaitement leur lourde incurie civique « *... les partis politiques n'ont jamais joué leur rôle de formation et de sensibilisation, c'est juste des appareils électoraux, sans programme réel, sans débats d'idées....* »

Cet ami malien poursuit « *... les élections sont le plus souvent remportées par le plus offrant (l'achat des voix), et les périodes électorales sont une aubaine pour les populations. Le nombre de militants ou de participants à un meeting politique, se compte par le nombre de teeshirt, de cartons de thé, de ballons, ou de billets de 2.000 FCFA distribués....* »

La classe politique malienne, clientéliste et en majorité corrompue, porte une très lourde responsabilité dans la crise immensément grave que traverse le Mali.

Les dessous du vote quasi unanime des députés maliens pour un référendum sur la Constitution juste avant les élections présidentielles ?

Le président ATT voulait un referendum sur la Constitution avant les élections présidentielles du 28 avril. L'objectif était peu clair, il ne semblait pas être destiné à ce qu'il puisse se présenter une troisième fois selon un sport de révision des Constitutions très pratiqué par les présidents en fonction dans les pays d'Afrique de l'Ouest et qui rêvent d'un statut de « Président à vie ». Mais une des modifications de la Constitution malienne consistait à interdire à tous maliens ayant la double nationalité de se présenter à l'élection présidentielle. On sait ce que le concept « d'ivoirité » a donné en Côte d'Ivoire, des années de guerre civile et des milliers de morts.

⁵⁰ Dans une interview accordée à AfrikTV le 24 avril 2012

Une révision de la Constitution avait été tentée par le président Alpha Omar Konaré, et refusée à cette époque par la classe politique. Il est indéniable qu'un toilettage des textes législatifs et réglementaires s'impose au Mali. La loi fondamentale de 1992 élaborée dans la précipitation est désuète et souvent inadaptée, pour preuve, crise ou pas le Mali ne peut organiser des élections libres et crédibles en 40 jours en cas de vacances du pouvoir, c'est irréaliste. La preuve est donnée.

Comment est-il possible que les députés et leurs partis politiques maliens aient tous, sauf trois députés du Sadi (⁵¹), voté l'instauration d'un référendum sur la Constitution juste avant les élections présidentielles ? Etait-il raisonnable de soutenir le président du Mali dans cette aventure périlleuse ? Qu'elle était leur motivation ? Les députés maliens n'auront pas donné au peuple une image d'indépendance de leur Assemblée Nationale vis-à-vis du président.

Un ami malien de Bamako nous donne une explication malheureusement convaincante des raisons de l'allégeance courtisane de la quasi-totalité des partis politiques à l'ATT-cratie : *« Une fois élus, les hommes politiques se remboursent des frais de campagne dans les caisses de l'état, et préparent en même temps les prochaines échéances, c'est la pratique. Du coup, aucun parti ne part à l'opposition, sinon pas d'argent, pas de fonds pour gagner les élections. L'assemblée est alors une simple caisse de résonance.... »*. Constat implacable de l'impuissance des partis politiques.

Le diagnostic est sévère et pessimiste quant à la capacité des pays africains, et en l'occurrence ici le Mali, à instaurer une démocratie pérenne. Le système démocratique malien traverse une crise profonde, dangereuse. Qu'en sortira-t-il ? Nul ne sait. Espérons que cela ne débouchera pas sur l'instauration à terme d'un régime islamiste. A la vitesse à laquelle se bousculent les événements, rien n'est à exclure, et nous pensons au contraire que cette probabilité croît au fil des jours.

Les apprentis sorciers n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Mais, une fois de plus, ce sera le peuple malien qui en supportera l'essentiel des conséquences et des souffrances.

Le système démocratique, universel en tout lieu et tous moments ?

La crise de la démocratie ne secoue pas seulement les pays africains. L'Europe elle-même est actuellement traversée par une crise profonde des systèmes représentatifs à l'issue incertaine. Des intellectuels africains s'interrogent sur le caractère universel de la démocratie. Toutes ces crises les amènent à suggérer qu'il faudrait peut-être imaginer un autre système de gouvernance plus juste, plus cohérent avec l'histoire, les traditions et la culture africaine ?

Selon, certains *« il n'y aurait pas de civilisation universelle, mais des civilisations »*. En conséquence, font-ils remarquer, *« est-il possible de réussir une gouvernance sans ancrage socio culturel réel, comme on le fait depuis les indépendances en Afrique ? »*.

⁵¹ Le Sadi : parti de la Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance <http://www.partisadi.net/>

La question est redoutable. Elle a été l'occasion de débats contradictoires entre les rédacteurs européens et africains de cette note. La conclusion consensuelle est que la question est pleine de danger mais pas pour cela dénuée de toute pertinence.

Nous n'avons su répondre autre chose que l'aphorisme de Winston Churchill : « *La démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres.* »

Le capitaine Amadou Haya Sanogo, une solide formation militaire aux USA

Amadou Haya Sanogo est un enfant de Ségou, capitaine de l'armée malienne et professeur d'anglais au Prytanée militaire de Kadiogo (⁵²), il a reçu une formation militaire approfondie aux Etats Unis entre 1998 et 2010.

- en 1998 il débute sa formation militaire aux USA dans le prestigieux cours de formation des officiers d'infanterie de l'Armée de terre à Fort Benning en Géorgie. Il a 25 ans.
- en 2003 à la base des Marines de Quantico en Virginie,
- en 2005 dans une base de l'armée de l'air (US Air Force) à Lackland au Texas,
- en 2010 il suit une formation d'officier du renseignement à Fort-Wachica en Arizona, puis retourne à Fort Benning, d'où il sort cette fois major de promotion.

L'arrivée de Cheikh Modibo Diarra, premier ministre, un signe de « décrochage » de la France du Mali au bénéfice des USA ?

Le nouveau premier ministre Cheikh Modibo Diarra gendre de l'ex dictateur Moussa Traoré a été choisi par la junte. Il est né à Ségou puis est parti travailler à la NASA pour devenir en 2006 le représentant de Microsoft en Afrique. Ses liens avec les Etats Unis sont, le moins que l'on puisse dire, étroits, ce qui devrait alerter la France sur un décrochage du Mali de sa « maison-mère » pour aller flirter avec les USA.

En outre, près de la moitié de son gouvernement est imprégnée de culture américaine, l'autre moitié est constituée de figures de l'époque obscure du pays sous Moussa Traore.

L'accord-cadre (⁵³), signé le 6 avril 2012 entre le capitaine Amadou Haya Sanogo et trois représentants plénipotentiaires du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Nigéria, sur les conditions de remise de pouvoir aux civils, prévoit « *les pleins pouvoirs* » pour ce premier ministre très « yankee ».

Les deux hommes forts du régime actuel possèdent donc des liens très solides avec les Etats-Unis. La France est de facto « *out du processus* ».

Le nouveau gouvernement de Cheick Modibo Diarra, taillé sur mesure pour les putschistes

⁵² Il aurait été renvoyé du Prytanée militaire de Kadiogo puis de l'école militaire de Koulikoro selon Jeune Afrique N° 2678 du 612 mai 2012

⁵³ L'accord-cadre est en fichier-joint

Les membres du gouvernement du premier ministre ont été nommés le 25 avril.

Composé de technocrates, souvent inconnus de leurs compatriotes, aucun ministre n'est officiellement lié à une formation politique. Aussi est-il très fortement critiqué par l'ensemble de la classe politique malienne qui se trouve écartée du pouvoir.

Les militaires putschistes ont obtenu trois ministres dans des ministères clefs :

- le colonel Saint-Cyrien Moussa Sinko Coulibaly à l'Administration Territoriale. Directeur de Cabinet du chef de la junte, il était avant le coup d'Etat directeur de l'école de maintien de la paix Alioune Blondin Beye à Bamako,
- le colonel major Yamoussa Camara à la Défense et aux Anciens combattants. Ex chef d'état-major de la garde nationale,
- le général Tiéféng Konaté, ex directeur de la gendarmerie.

Le fantôme de l'ancien dictateur Moussa Traore est même entré au gouvernement avec la nomination d'un de ses anciens ministres, à l'économie et au Budget.

Blaise Compaoré, le président du Burkina Faso, médiateur de la CEDEAO a réussi à placer un de ses protégés au poste de ministre des Affaires Etrangères et la Coopération Internationale, Sadio Lamine Sow. Il est le seul ministre d'Etat et donc numéro deux du gouvernement de transition. Jusqu'à sa nomination il était à Ouagadougou l'un des conseillers spéciaux du président burkinabé.

[Le gouvernement de Cheik Modibo Diarra accusé d'entériner la partition du Mali](#)

La nomination du nouveau gouvernement laisserait penser qu'il a entériné la partition du Mali en ne nommant aucun touareg ni aucun Arabe parmi les vingt-quatre ministres au gouvernement d'«*union nationale*», c'est l'analyse du « Journal du Mali » du 26 avril :

« Si le Premier ministre avait voulu donner un signal fort en direction des populations du Nord qui sont dans leur grande majorité hostiles à la partition du Mali, il aurait nommé des ministres issus des communautés blanches, arabes et touarègues. Or, il n'en est rien. La nomination de Madame Alwata Ichata Sahi, une touarègue noire, est un cache misère qui ne fait que verser de l'eau au moulin du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Ce dernier a proclamé l'indépendance du « territoire de l'Azawad » prétextant leur exclusion par le pouvoir de Bamako. Dans le contexte actuel, Cheick Modibo Diarra et ses parrains ont donc commis une faute morale et une faute politique. Au lieu d'annoncer un véritable gouvernement d'union nationale qui réunisse toutes les composantes de l'ensemble national, ils ont choisi de prendre acte de la partition effective du grand Mali ».

Le MNLA n'en espérait sans doute pas tant. Le nouveau premier ministre, Cheick Modibo Diarra, appelé aussi le «*navigateur interplanétaire*», lui offre là des arguments inespérés pour convaincre de l'abandon total de l'Azawad par l'Etat malien et d'en tirer la conclusion que l'indépendance s'impose.

Le fossé se creuse encore plus avec les partis politiques traditionnels

Pour le Front uni pour la sauvegarde de la Démocratie et de la République (FDR), qui regroupe des partis politiques et des organisations de la société civile opposés au coup de force du 22 mars dernier, ce gouvernement est une violation de l'accord-cadre du 6 avril 2012.

L'organisation dirigée par Oumar Mariko, le président de Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), auparavant pro-putschistes, a également annoncé qu'elle prenait ses distances avec la junte à la suite de la désignation du nouveau gouvernement.

Un petit jeu de chaises musicales au sommet de l'Etat malien

Il est instructif de constater que Cheikh Modibo Diarra est le gendre de l'ex dictateur Moussa Traore chassé du pouvoir en 1991 par ATT alors officier de l'armée malienne qui avait laissé ensuite le pouvoir à un civil Alpha Oumar Konaré ⁽⁵⁴⁾. Un petit jeu de chaises musicales dont le peuple malien ne doit sans doute pas être très friand.

L'opposition parlementaire au CNDRE cherche à s'organiser, sans succès

Au cours d'un meeting organisé par une cinquantaine de partis politiques maliens et ayant rassemblé près de 4000 personnes, le secrétaire du Front uni pour la sauvegarde de la Démocratie et de la République (FDR) Siaka Diakité, également le secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), la plus puissante des centrales syndicales du pays, a déclaré : « *nous devons rester mobilisés et vigilants parce que la parenthèse du coup d'Etat est loin d'être fermée* ». On peut lui reconnaître une certaine lucidité.

Echec d'un contrecoup d'Etat le 30 avril, ou simple rébellion avortée ?

Les « bérets rouges » d'ATT ont tenté de renverser les putschistes « bérets verts » en attaquant le soir du 30 avril le campement militaire de Kati, la télévision malienne (ORTM) et l'aéroport. Ils ont échoué. Une des raisons réside dans le rejet de la population d'un retour d'ATT au pouvoir ou de son entourage. Cet échec confirme l'isolement total de l'ancien régime. Les combats auraient fait au moins soixante-dix morts, selon des indiscretions militaires. Les chiffres officiels dénombrent 27 morts, les sources hospitalières n'en mentionnent que quatorze ⁽⁵⁵⁾.

Mais était-ce vraiment une tentative de coup d'état, ou plus simplement une révolte des bérets rouges avec quelques policiers et gendarmes face aux traitements humiliants qui leur ont été réservé depuis la chute d'ATT. Mise à l'écart systématique de toutes les affaires

⁵⁴ Dans un texte précédent nous avons été abusés par une fausse rumeur qui affirmait que le fils d'Alpha Oumar Konaré était est un des responsables de la junte militaire actuelle. Nous présentons nos excuses pour cette erreur à nos lecteurs.

⁵⁵ Jeuneafrique.com

militaires, fouille et humiliation quotidienne de leur famille. Ne savaient-ils pas qu'ils n'avaient aucun moyen de réussir un coup d'Etat ?

Les « bérets rouges » étaient un corps d'élite, presque mythifié dans le pays, craint et respecté par tous. Ils étaient une menace réelle pour le capitaine putschiste. Cette rébellion avortée lui a permis d'en finir avec eux, et ce ne fut pas sans déplaisir des autres corps qui avaient une véritable haine à leur encontre.

Les conséquences sont toutefois lourdes aussi pour la population de Bamako. Cette rébellion a fait croître la xénophobie contre tous les étrangers, elle a permis d'instaurer un contrôle systématique de papiers par des hommes en armes. Les étrangers ouest africains, considérés comme de possibles mercenaires, quittent le pays. Le capitaine putschiste a pu ainsi renforcer son autorité par une forte présence militaire dans les rues. Le petit soldat de rang se sent investi de pouvoirs exorbitants du droit commun, et règle ses comptes personnels partout dans la ville, et va jusqu'aux pillages.

De l'accord cadre consensuel du 6 avril à la déclaration guerrière de la CEDEAO du 26 avril, jusqu'au repli plus réaliste du 3 mai, en attendant les autres épisodes !

- *Le déroulé des volte-face pitoyables de la CEDEAO ⁽⁵⁶⁾:*

1. le vendredi 6 avril la CEDEAO confie le pouvoir aux putschistes

A la suite de la signature de l'accord-cadre des négociations se sont tenues le 14 avril à Ouagadougou entre des pays représentant la CEDEAO et la junte militaire. Elles ont de fait révélé le Capitaine Sanogo et ses acolytes comme étant les vrais détenteurs de toutes les cartes du pouvoir de négociation. On peut même considérer que les négociations auront donné une légitimité au coup d'Etat !

La CEDEAO comme les instances internationales ont vite compris que les véritables maîtres maliens de la situation étaient encore les putschistes qui conduisent toutes les négociations et qui semblent en mesure d'imposer sinon la totalité, une bonne partie de leurs exigences. Ce sont par exemple toujours les putschistes qui contrôlent la télévision d'Etat.

2. le jeudi 26 avril la CEDEAO veut le lui retirer

Les Etats de la CEDEAO le 26 avril à Abidjan prennent deux décisions provocatrices à l'encontre de la junte

- le « *président par intérim, Dioncounda Traoré, doit rester un an au pouvoir* ».
- les chefs d'Etats demandent à une commission de « *commencer avec effet immédiat le déploiement de la force d'attente de la Cédéao* »

Réplique immédiate du chef de la junte le capitaine Sanogo : « *Il n'en est pas question ... Monsieur Dioncounda Traoré restera président par intérim, comme prévu, pendant les quarante jours, pas une heure de plus* ». Il reste intransigeant, le seul accord qui vaille pour

⁵⁶ Souvent qualifiée de « Club des Présidents »

lui, c'est l'Accord Cadre (⁵⁷) signé par toutes les parties le 6 avril contrairement à cette déclaration de la CEDEAO du 26 avril pour laquelle la junte n'a, bien entendu, pas été consultée.

Les militaires ressentent l'annonce dans cette déclaration du déploiement « avec effet immédiat » d'une force de la CEDEAO comme un affront : « ... *Il n'est pas question non plus que des troupes de la CEDEAO entrent à Bamako ... je n'accepterai pas la présence d'un soldat étranger sur le sol malien* » affirme avec une extrême fermeté le capitaine Sanogo (⁵⁸).

Le président par intérim Dioncounda Traoré a senti le danger de la tentative du coup de force de la CEDEAO et a immédiatement annoncé : « *si tel est le souhait partagé, je ne resterai pas une seconde de plus que les jours d'intérim* ». La CEDEAO est même trahie par le principal intéressé !

En outre l'avis des rédacteurs malien(ne)s de cette note est unanime, Dioncounda Traoré ne fait pas le poids face à Sanogo. « *C'est un « pleutre », il n'a pas de consistance. C'est un minable petit professionnel de la politique. On verra quel est son parcours, mais il ne s'annonce pas plus glorieux que celui d'ATT. Le Mali a besoin d'hommes et de femmes d'une autre trempe. Existente-ils, existent-elles ?* » ... A suivre ... Sanogo est-il celui-là, il est permis malheureusement d'en douter, jusqu'à ce jour.

3. le samedi 28 avril fronde anti-CEDEAO au camp militaire de Kati

Les soldats putschistes envahissent le camp de Kati pour exiger le respect de l'Accord-cadre signé le 6 avril. Le capitaine Sanogo doit aller lui-même calmer les militaires.

« *La CEDEAO a-t-elle bien pris la mesure de la gravité de la situation ?* » interroge un journaliste malien (⁵⁹). La réponse est dans la question !

4. Le 3 mai reculade de la CEDEAO au sommet des chefs d'Etats à Dakar

Le 3 mai à Dakar, la CEDEAO fait profil bas. Elle se veut un peu plus pragmatique, peut-être prend-elle enfin « *la mesure de la gravité de la situation* », elle abandonne ses coups de menton en direction de la junte et demande à la commission ad hoc de « *préparer la force de déploiement en attente de la Cédéao dès que le Mali en fera la demande* ». Elle précise que l'opération ne se fera pas « *sans le consentement des autorités maliennes de transition* », pour être encore un peu plus cruel, disons que la CEDEAO est « *allée à Canossa* », selon l'expression consacrée.

Une fois de plus la CEDEAO conforte, sans doute à leur corps défendant, les putschistes dans leur position.

⁵⁷ En fichier-joint (document électronique) ou en annexe (document papier)

⁵⁸ S'il ne sollicitait pas la CEDEAO pour l'aider au Nord, son discours aurait pu être cohérent, et on pourrait aussi lui faire remarquer que les terroristes de l'AQMI et autres islamistes radicaux étrangers occupent le sol malien au Nord, et jusqu'à ce jour il ne fait rien !

⁵⁹ Mamadou Sakhir Ndiaye sur RFI (http://www.pressafrik.com/Mali-le-capitaine-Sanogo-rejette-le-plan-de-la-Cedeao_a81732.html)

La CEDEAO perd donc de sa crédibilité au fil de cette crise et apparaît comme peu clairvoyante et passablement louvoyante dans la conduite de stratégie. Elle ne rassure pas sur les capacités de gouvernance de cet organisme.

Vers une nouvelle trahison ?

- *De la fanfaronnade de « guerre totale et implacable » à des négociations le dos au mur !*

Une de ses premières déclarations de Cheikh Modibo Diarra aura été de proposer « *un dialogue* » aux groupes rebelles, en précisant toutefois qu'il refuserait de s'y livrer « *avec un couteau sous la gorge* ». Quel aveu de faiblesse devant la puissance de feu des rebelles !

Il ne parle plus de « *guerre totale et implacable* » qui serait livrée aux rebelles touareg et autres islamistes radicaux par l'armée régulière malienne, comme le fit avec bravade quelques jours plus tôt le Président de République par intérim, Djoncounda Traoré dans son discours d'investiture : « *nous n'hésiterons pas à mener une guerre totale et implacable pour recouvrer notre intégrité territoriale, mais aussi pour bouter hors de nos frontières tous ces envahisseurs porteurs de désolation et de misère, que sont AQMI et tous ces trafiquants de drogue qui opèrent depuis trop longtemps dans le nord de notre pays* ».

Ces éternelles fanfaronnades, de la CEDEAO en passant par celles du président par intérim, excèdent de plus en plus la population malienne et elles préparent le terreau fertile que les islamistes embusqués vont utiliser pour essayer de prendre le pouvoir et instaurer la charia sur le tout le territoire malien.

- *Des négociations du gouvernement malien avec le MNLA et Ançar Ed-Dine, pour quel compromis ?*

La junte militaire criait à la trahison d'ATT, accusé de laxisme avec la rébellion touareg. Elle n'aura pas mis beaucoup de temps à négocier via le nouveau gouvernement malien avec le MNLA à Nouakchott.

Les négociations ont officiellement débuté le 15 avril selon le MNLA lui-même. On est en droit de s'interroger sur le contenu de ces négociations du gouvernement malien avec le MNLA et les groupes islamistes Ançar Ed-Dine et AQMI ?

Le nouveau premier ministre Cheikh Modibo Diarra affirme que ce ne sont pas des négociations mais des discussions. Soit, mais de quoi discutent-ils alors ? Considèrent-ils qu'il y ait quelque chose à discuter avec les rebelles et islamistes radicaux qui pillent, violent, tuent et qui ont fait fuir le quart de la population du Nord vers les pays limitrophes ? Ne va-t-on pas vers une nouvelle trahison du peuple malien ? La population malienne est bien entendu tenue à l'écart de ces « négociations-discussions ». Elle en ignore, comme tout le monde d'ailleurs, les objectifs réels.

Etant donné le rapport de forces actuel, ces négociations, au mieux, pourrait acter la création d'une Fédération malienne avec une grande autonomie de l'Azawad, au pire l'indépendance de fait. A moins que la France, les USA, l'Occident changent leur fusil d'épaule et considèrent qu'une partition ne correspondrait pas à leur intérêts stratégiques et

économiques, ce qui les amènerait à intervenir. Mais ce ne semble pas être leur intention. Heureusement d'ailleurs car cela serait s'aventurer dans la création d'un « Afghanistan bis » dans toute la zone du Sahel.

Le représentant du gouvernement dit chercher à « *parler autant que faire de se peut* » avec Iyad Ag Ghali d'Ançar Ed-Dine, afin qu'il décroche de ses alliés « étrangers » d'AQMI ?

Il est vrai que ces négociations avec Ançar Ed-Dine auront toutefois permis la libération des 176 militaires maliens prisonniers dans le Nord, ce qui est une très bonne chose, mais elles ont aussi permis aux islamistes d'imposer le système de la charia au gouvernement malien sans qu'il puisse s'y opposer !

(VII) Les rapports de force au Nord du Mali, l'Azawad

Une armée malienne impuissante

Il est difficile de croire dans la capacité de l'armée malienne, ni d'ailleurs dans celle des forces de la CEDEAO, à reconquérir le Nord du Mali, « *elles n'ont ni la logistique, ni l'expérience, ni l'encadrement suffisant pour s'avancer au-delà de Mopti ...* » ⁽⁶⁰⁾.

L'armée malienne comporte officiellement 12.150 hommes. Il convient d'ajouter que leur formation et entraînement laissent fortement à désirer. Elle n'a pas de chars de combats, de véhicules de transport de troupes réellement adaptés au sahel, de lance-roquette, elle possède quatre hélicoptères MI-24, dont deux sont en panne et deux petits appareils Marchetti qui ne sont pas en mesure de décoller avant une série d'inspections.

Un exemple de la supériorité des forces rebelles et islamistes sur l'armée malienne : lors des derniers accrochages, les tirs des rebelles atteignaient l'armée malienne, mais l'inverse n'était pas vrai !

Comment l'armée malienne pourrait-elle mettre hors de combat tous ces groupes touaregs ou islamistes surarmés ? Sans couverture aérienne importante cela semble une mission impossible. On serait même tenté de se poser la question, y-a-t-il encore une véritable armée au Mali ? C'est un peu la conclusion d'un haut fonctionnaire de l'ONU qui considère qu'elle est « out of the road » [dans le décor] et qu'elle est incapable de reconquérir le Nord avant longtemps.

Un témoignage d'une amie dogon sur l'état de l'armée malienne et du matériel est très édifiant : « *La situation en matériel de l'armée malienne ne s'est pas améliorée, le matériel existant n'est pas entretenu. Les fonds destinés à l'armement sont détournés. Lors de la rébellion en 1990, j'étais à Douentza* ⁽⁶¹⁾. *Les rebelles y sont venus et ont enlevé cinq véhicules dont un tout neuf. A cette époque il y avait encore des militaires chargés de veiller sur Douentza, lorsque que ceux-ci ont voulu poursuivre les rebelles, les chars de combat*

⁶⁰ Jeune Afrique 2674-75

⁶¹ Cf. Infra, ville frontière du nord du pays dogon avec l'Azawad.

n'ont pas démarré ! Cela s'est passé il y a plus de 10 ans. Aujourd'hui ce sont les mêmes chars. ».

Certains de nos amis à Bamako s'interrogent même sur la capacité de ce qui reste de l'armée malienne à faire régner l'ordre et la sécurité dans la capitale malienne elle-même. « *Les métastases sont déjà en ville* » affirme un étudiant malien dans une interview ⁽⁶²⁾.

L'Azawad : une armée, un Etat ?

Le président mauritanien Abdel Aziz, est le seul à avoir clairement annoncé sa détermination à combattre les rebelles et islamistes dans le Nord Mali, « *si la communauté internationale, le Mali, les pays voisins décidaient de les combattre, la Mauritanie ferait partie de ce groupe* » pour ajouter immédiatement en forme d'avertissement pour ceux qui en douteraient « *ces Etats qui vont les combattre auront pratiquement devant eux une armée et même un Etat* », pour préciser enfin « *avant ils n'étaient pas très nombreux, maintenant ils ont conquis pratiquement 65% du territoire malien et ils sont très équipés. Avant ils se ravitaillaient par petites quantités de carburants, maintenant c'est par citernes* ».

Et le président mauritanien sait de quoi il parle puisque c'est le président qui a le plus engagé son armée, au cours de ces dernières années, dans une lutte tenace et persévérante contre les rebelles et les islamistes du Nord du Mali, ayant même accompli des incursions militaires et engagé des combats sur le sol malien ! L'ex président malien ATT lui s'y est toujours refusé. On peut en mesurer toutes les conséquences aujourd'hui.

Ceci étant le président mauritanien semble changer d'avis et est moins affirmatif quant à l'envoi de troupes au nord Mali depuis quelques semaines ? Est-il perplexe devant les divisions, volte-face et déclarations contradictoires de la CEDEAO ?

Les islamistes d'Ançar Ed-Dine ne s'y trompent pas, ils voient dans le président mauritanien un ennemi juré. Ainsi le porte-parole d'Ançar Eddine, Senda Ould Boumama, déclare dans une interview « *je ne trouve pas une seule voie de coopération avec lui [le président mauritanien] sauf s'il est prêt à l'application de la charia. Mais, actuellement alors qu'il mène une guerre sans merci contre les vrais croyants, il ne peut y avoir de discussion avec lui* » ⁽⁶³⁾.

Pour la CEDEAO : il est urgent d'attendre pour intervenir dans le nord du Mali

- ***Le rôle et le poids de la CEDEAO***

Comme nous l'avons vu précédemment, la CEDEAO a commencé à jouer les gros bras dès le lendemain du coup d'Etat, pour devenir un mois plus tard nettement plus modeste et réaliste. Elle annoncera d'abord l'envoi de troupes uniquement à Bamako pour « *sécuriser les organes de la transition et le gouvernement intérimaire* » et exclura pour le moment tout envoi de troupes dans le Nord du Mali, ajoutant « *qu'il s'agit de parer à toute éventualité dans l'hypothèse de l'usage de force pour le recouvrement de l'intégrité territoriale* ». Puis

⁶² Libération du 19 avril

⁶³ Journal Alakhbar, 21/04/12

elle considérera qu'il en effet peut être préférable d'avoir auparavant l'accord du gouvernement malien (qu'elle a contribué à mettre en place) pour intervenir sur son sol.

Nous l'avons tous compris, ce que craignent surtout les dirigeants de la CEDEAO c'est que leurs militaires prennent exemple sur les putschistes du Mali ! Ils redoutent un effet « domino ». C'est d'ailleurs ce qui vient d'arriver en Guinée Bissau !

- *Le mythe de troupes de la CEDEAO dans le Nord du Mali*

Quelles troupes africaines pourraient être envoyées combattre dans le Sahel avec une chance de succès ? La CEDEAO a d'abord invoqué un envoi de 2 000 hommes, puis mesurant le ridicule de cette évaluation, elle l'a porté à 5 000.

La première question, de quels moyens financiers cette armée pourrait-elle être dotée ? Le coût annuel est évalué à 380 millions d'euros. Où les trouver ?

Un des chefs d'Etat de la CEDEAO réaliste confie « *la reconquête du Nord Mali ne peut pas être confiée à des gens de la savane* ». Deux pays sont particulièrement visés par cette remarque, la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Le CEDEAO évoque de donner le commandement militaire de l'opération au nord Mali au Nigéria. Cela est-il bien responsable de laisser une telle responsabilité à un pays qui possède une expérience inexistante du sahel ?

Seules les armées de deux pays de la CEDEAO ont vraiment l'expérience du désert, la Mauritanie et le Niger. Mais elles ne totalisent au total que 20.000 hommes en armes. L'armée nigérienne est la mieux organisée et la plus dynamique et elle a montré son efficacité réelle dans la traque et le refoulement de son territoire de groupes armés islamistes. Mais l'un comme l'autre en ont besoin pour sécuriser leur propre territoire.

Un autre Etat, d'Afrique subsaharienne, mais non membre de la CEDEAO, a une armée assez puissante et rompue au sahel, le Tchad. Son gouvernement a informé qu'elle n'interviendra pas dans ce conflit, et le président Déby Itno a été très clair dans une conférence de presse le 10 avril ⁽⁶⁴⁾: « *l'intervention de mon pays n'est pas à l'ordre du jour* ». Et a rappelé que le Tchad ne fait pas partie de la CEDEAO, qui selon lui « *a tous les moyens de mettre en œuvre seule sa décision* »

Trois pays ont donc déjà décliné l'offre, Le Tchad, l'Algérie et semble-t-il maintenant la Mauritanie ⁽⁶⁵⁾.

Le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont promis de participer à hauteur respectivement de 500 et 1 000 hommes.

On peut donc attendre longtemps la CEDEAO au nord du Mali, elle ne viendra pas, excepté si le rapport des forces s'inverse, et bascule en faveur de la population contre les rebelles touaregs et les islamistes radicaux. Pour cela ces derniers doivent faire des erreurs tactiques et stratégiques. Ce qui n'est évidemment pas exclu.

Une majorité du peuple malien considère que c'est « *aux Maliens de régler la crise* », elle semble convaincue que le Mali dispose des moyens militaires, que le soutien populaire est

⁶⁴ Jeune Afrique du 6 au 12 mai 2012, N° 2678

⁶⁵ Jeune Afrique N° 2678 du 6-12 mai 2012

sans faille, mais elle se pose la question « *notre pays a-t-il des hommes suffisamment armés de fibres patriotiques pour risquer leur vie au combat pour le pays* » ?

- *Accusation de « mise sous tutelle » du Mali par la CEDEAO, une humiliation supplémentaire*

Si l'hypothèse d'une intervention extérieure dans le Nord du Mali, qui relève pour le moment d'un vœu pieux, s'avérait plausible, elle pourrait alors être considérée par une partie du peuple malien comme une humiliation supplémentaire.

En effet il faut peut-être aussi prendre en compte l'avis des maliens. Certes ils sont très divisés sur le sujet, mais citons l'ancien premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta, l'un des principaux candidats à l'élection présidentielle avortée, « *intervenir dans le Nord, c'est le rôle de notre armée. Pas celui d'armées étrangères, ni d'une force d'interposition qui viendrait fixer les lignes d'une partition dont nous ne voulons pas* » et il dénonce « *la mainmise de la CEDEAO à travers un conseiller de Blaise Compaoré, le médiateur, la mise sous tutelle du Mali* ».

Sans doute traduit-il l'état d'esprit d'une partie de la population malienne, mais sans doute pas majoritaire car elle est encore plus excédée par l'enlisement du Mali dans le chaos que mobilisée par des sentiments de fierté nationale.

Mais où est donc l'Algérie ?

Pourquoi refuse-t-elle d'intervenir militairement au Mali contre les rebelles touareg, alors qu'elle est le seul Etat de la région en capacité de le faire ? Sans doute préfère-t-elle les rebelles touareg et les islamistes radicaux sur le sol malien que sur le sien ⁽⁶⁶⁾ ?

L'Algérie joue un jeu très trouble dans cette partie du monde, d'autant plus que son intervention serait décisive dans le Nord. L'armée algérienne est seule en mesure de combattre contre toutes les rebellions du Nord touareg et islamistes, seule elle a le budget et les troupes nécessaires en nombre, en formation et en expérience pour intervenir dans le sahel. Aucune solution militaire de long terme ne peut être envisageable sans son concours.

Le 8 avril 2012, à Nouakchott, lors d'une réunion Algérie-Mali-Mauritanie-Niger, les algériens ont une nouvelle fois répétés qu'ils ne voulaient pas intervenir hors de leurs frontières. On peut se demander à quoi sert le CEMOC, si ce n'est pas pour agir ensemble hors de frontières de chacun ?

⁶⁶ L'Algérie invoque sa Constitution qui interdit à son armée de se battre en dehors de son territoire. Pourquoi avoir alors intégré le CEMOC ?

Nous pensons que l'Algérie défend une politique à courte vue qui risque de se retourner contre elle lorsque les rebelles seront solidement installés dans le nord du Mali, et au-delà et pourront alors s'aventurer sur le sol algérien.

Le gouvernement algérien a, en attendant, stationné 30.000 soldats à Tamanrasset et à la frontière algéro-malienne, et elle a en outre à régler la prise en otage de ses sept diplomates du consulat de Gao ?

(VIII) Une population piégée, violentée et prise en otage

Des témoignages terribles : pillages, profanations, destructions, viols

Le journal « La Croix » du 18 avril livre quelques témoignages terrifiants de réfugiés sur les violences extrêmes de fanatiques islamistes contre les populations et ses représentants légaux : « *pillages, viols, chasses à l'homme contre les militaires en civil et les fonctionnaires, instauration de la charia* ». ... « *Tous ceux qu'ils dénichaient, ils les tuaient* ».

Selon un rapport d'Human Rights Watch ⁽⁶⁷⁾, « *les rebelles touareg séparatistes, les groupes islamistes armés et les milices arabes qui ont pris le contrôle du nord du Mali en avril 2012 ont commis de nombreux crimes de guerre, notamment le viol, l'utilisation d'enfants soldats et le pillage d'hôpitaux, d'écoles, d'organismes d'aide et d'édifices gouvernementaux* ».

Le bureau du procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI) a déclaré suivre « *attentivement* » la situation au Mali et devrait « *décider prochainement* » s'il entame « *un examen préliminaire* ».

A Tombouctou l'Institut des hautes études de recherches islamiques, Ahmed Baba, a été pillé « *laissant plus de 30.000 manuscrits exposés à toutes sortes de risques* » ⁽⁶⁸⁾. Les manuscrits sont pour la plupart écrits en arabe ou en peulh, par des savants originaires de l'ancien empire du Mali. Ces textes parlent d'islam, mais aussi d'histoire, d'astronomie, de musique, de botanique, de généalogie, d'anatomie. Autant de domaines généralement méprisés, voire considérés comme « *impies* » par Al-Qaïda et ses affidés djihadistes.

Puis AQMI, appuyés par Ançar Ed-Dine, ont détruit le mausolée du saint musulman et érudit Cheikh Sid Mahmoud Ben Amar, de « *la cité des 333 saints* » inscrite au patrimoine de l'UNESCO. C'est l'un des plus sacrés de la ville de Tombouctou. Ils ont brisé les fenêtres et le portail en bois de la tombe de l'érudit, avant d'y mettre le feu.

Cette profanation du mausolée de Tombouctou par les nouveaux maîtres de la ville évoque le triste souvenir de la destruction des Bouddhas de Bamyan, dans le centre de l'Afghanistan, détruits en mars 2001 par les talibans.

⁶⁷ Publié le 30 avril 2012 <http://www.hrw.org/fr/news/2012/04/30/mali-les-rebelles-du-nord-perp-trent-des-crimes-de-guerre>

⁶⁸ Source locale, Le Monde du 23 avril

Vers un désastre humanitaire au Nord du Mali

La crise politique majeure qui secoue le Nord du Mali est aggravée par une crise alimentaire due à une saison de pluies plus courte cette année ⁽⁶⁹⁾. L'insécurité alimentaire est totale. Le prix des céréales aurait augmenté, dans les trois régions du nord du Mali, de 100% sur certains marchés par rapport à la même période l'année dernière.

Les ONG occidentales sont interdites sur le territoire de l'Azawad. Ançar Ed-Dine a précisé qu'il serait d'accord pour « *ouvrir un corridor humanitaire, à condition que l'origine de l'aide ne soit ni française ni occidentale* » ⁽⁷⁰⁾.

Aussi une délégation de la Croix-Rouge malienne a-t-elle pu acheminer des vivres et des médicaments à Tombouctou occupée par les islamistes et menacée d'une grave crise humanitaire. « *Nous avons remis cinq tonnes de vivres, du riz, à l'hôpital de Tombouctou, des nattes, des couvertures, mais aussi des médicaments* », a déclaré Adama Diarra, président d'honneur de la Croix-Rouge malienne, qui conduisait la délégation.

Déjà plus de 320.000 réfugiés (fin mai 2012) !

- *La population fuit les zones de combats*

La Croix Rouge Internationale annonçait le 19 avril sur RFI qu'elle évaluait à 260.000 le nombre de réfugiés à l'intérieur du Mali et dans les pays limitrophes. Quinze jours plus tard, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés les estimait à 320.000, dont 187 000 dans les pays voisins : 63 000 en Mauritanie, 57 000 au Burkina, dont 35 000 dans la seule province de l'Oudalan, au nord du pays, et 40 000 au Niger, entre autres. Combien seront-ils le mois prochain en juin?

La fuite des populations se poursuit. Leur nombre ne peut que grossir dans les prochaines semaines. Sur Radio France International (RFI) un habitant de Tombouctou se lamentait de voir la population fuir en masse, selon lui « *la ville qui se vide de ses habitants* » ⁽⁷¹⁾.

- *Médecins Sans Frontières (MSF) lance une alerte*

Les premiers affrontements au nord du Mali entre la rébellion touareg et l'armée régulière qui a rapidement pris la poudre d'escampette, ont donc poussé plusieurs centaines de milliers de personnes à fuir à l'intérieur du pays et dans les pays limitrophes. L'assistance demeure insuffisante et inadaptée, alors que des réfugiés continuent d'arriver quotidiennement. Dans cette zone désertique, les équipes de Médecins Sans Frontières sont présentes et apportent une aide médicale d'urgence dans les camps de réfugiés.

(IX) Les effets collatéraux de la crise

⁶⁹ Le Programme Alimentaire Mondial estime que dans le contexte actuel de sécheresse et de famine cinq à sept millions d'habitants du Sahel auraient besoin d'assistance mondiale.

⁷⁰ Le Monde du 17 avril

⁷¹ RFI, Emission de Juan Gomez le 20 avril 2012

En Lybie

- *Meurtres dans les oasis du sud libyen*

Depuis deux mois, de violents affrontements opposent les communautés arabe de la tribu zwaï et toubou à Sebha (⁷²) et Koufra ville frontalière du Tchad, du Soudan et de l'Egypte, au cours desquels plus de 250 personnes ont été assassinés. Le chef toubou de la région de Sebha, Issa Abdelmadjid Mansour, invoque « nettoyage ethnique ». Il avance l'idée d'un « Etat toubou » sur le modèle de celui que réclame le MNLA pour le nord du Mali.

Le gouvernement libyen apparaît bien démuni pour assurer la paix civile dans la région, et faute d'armée intégrée, il est contraint de confier a posteriori cette tâche à des milices tribales loin d'être impartiales, en l'espèce la « Brigade des Boucliers de la Libye » composée d'arabes de la tribu zwaï.

- *L'AQMI parade à Syrte*

Pendant ce temps à Syrte, des combattants d'AQMI ont organisé une parade militaire qu'ils ont diffusée sur YouTube montant une trentaine de pick up équipés de lance-roquettes et surmontés de drapeaux noirs.

Vers un « chemin de grande randonnée salafiste » (⁷³)

Jean Philippe Rémy, envoyé spécial à Bamako pour le journal Le Monde, est pessimiste et voit se dessiner un « *chemin de grande randonnée salafiste depuis le Nigéria vers le Mali à travers le Niger* ». L'arrivée de Boko Haram dans le Nord du Mali permet en effet de le craindre.

Des conséquences économiques dramatiques

Le tourisme était une activité majeure dans les trois régions administratives maliennes du Sahel. Il apportait l'essentiel des ressources. Il est totalement à l'arrêt. Les touristes sont remplacés par des gamins, pour certains d'à peine 15 ans, armés de kalachnikovs (⁷⁴), et ne sont pas prêts de revenir.

Arrêt des transferts d'argent aux familles, et la famine pointe

L'écrivain académicien Erik Orsenna est allé rendre visite à des réfugiés dans un camp au Niger, « *tout le monde sait que l'effondrement de Kadhafi a dispersé des armes dans tout le Sahara. Mais il a aussi asséché les flux de revenus qu'envoyaient au pays les 250.000 ou 300.000 nigériens qui travaillaient en Lybie* » (⁷⁵). Il alerte, « *si la menace est militaire*

⁷² Sebha, capitale de la région historique du Fezzan. Elle est située à 660 km au sud de Tripoli, au milieu du désert libyque dans une oasis. Sa population était estimée à 138 000 habitants en 2008.

⁷³ Le Monde Géopolitique du 23 avril 2012 : « Sahel : printemps arabe acte II »

⁷⁴ Le Monde Diplomatique avril 2012

⁷⁵ Le Monde du 26 avril. L'écrivain entre du Niger et écrit un article « Alerte sur tout le sahel »

islamiste et terroriste, une autre menace risque de décimer les populations du sahel, la famine ».

(X) Les répercussions de la crise au pays dogon

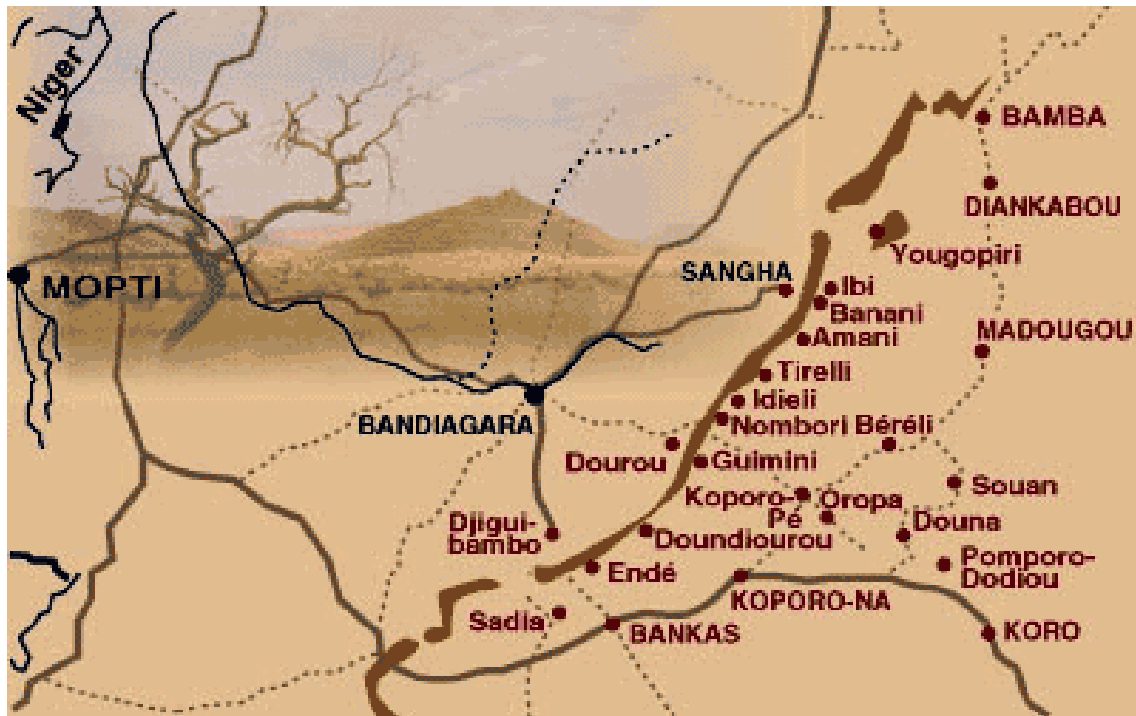
Ayant nos attaches essentiellement à Bamako et au pays dogon, notamment à Bandiagara et à Sangha, nous nous étendrons un peu plus sur la situation spécifique dans cette région.

(NB : les informations ci-dessous émanent directement du pays dogon,

en italique les témoignages qui nous ont été adressés)

Le pays dogon, zone tampon, vers un « no man's land » ou carrément une intégration à l'Azawad ?

Le pays dogon se trouve dans une situation particulièrement inconfortable car situé sur la frontière de l'Azawad revendiquée par le MNLA. Il devient en quelque sorte, au fil des jours, une zone tampon entre l'Azawad et le sud du pays à partir de Mopti la plus grande ville de la Région. Cette situation de proximité avec le nord du Mali entraîne une tension extrême au pays dogon.



Carte du pays dogon

Les rebelles touaregs annoncent l'intégration du pays dogon dans l'Azawad

Nos amis dogon nous informe que « *les rebelles touareg se sont réunis à Boni [un village à environ une cinquantaine de kilomètres de Douentza] et ont décidé que l'Azawad comprend Bandiagara, Koro et Bankass* ». Ce sont les trois grands centres économiques du pays dogon. Douentza le quatrième centre économique a été annexé par les islamistes dès le début de l'offensive touareg.

Dans ce cas, le pays dogon de « zone tampon » deviendrait une région de l'Azawad. Malheureusement l'armée malienne ne semble pas en mesure de stopper les prétentions des rebelles touareg. Le peuple dogon, abandonné, est donc en grande partie livré aux terroristes touaregs et islamistes.

Deux situations sécuritaires différentes : sur le plateau et dans la plaine du Seno

1) sur le plateau dogon

Dès les premiers jours de l'offensive du MNLA et islamiste au nord, l'armée malienne s'est vite retranchée à Sévaré-Mopti, la plus grande ville économique située à la limite ouest sud-ouest du pays dogon au bord du Niger (cf. carte ci-dessus). Elle a ensuite effectué quelques incursions dans le pays dogon, mais elle repartait aussi vite qu'elle était venue.

L'administration, la police, la gendarmerie, l'armée ont tous quitté Bandiagara, « capitale culturelle » du pays dogon, dès le début de l'offensive touareg. La ville a été totalement abandonnée par l'Etat durant plusieurs semaines. L'hôpital, les banques étaient fermées. Les salaires n'étaient plus versés. Il n'y avait plus de circulation d'argent. Une situation de chaos qui a paniqué la population. Puis certains membres de l'administration ont commencé à revenir, mais au compte-goutte. L'armée est enfin aujourd'hui revenue avec une soixantaine d'hommes en tenue militaire.

- *L'insécurité endémique dans la plaine du Seno*

La situation sécuritaire est totalement différente dans la plaine du Seno. Toute cette région est laissée libre d'accès aux pillards et rebelles touareg. Nos amis dogon nous écrivent : « *Les rebelles circulent librement dans la plaine du Seno. Dans les villages c'est la panique, au moindre bruit de moteur c'est la débandade* ».

Les deux villages dogon de Douentza et de Koro sont particulièrement ciblés par les rebelles et islamistes car ils possèdent de gros élevages de bovins, ovins et caprins.

- *Les islamistes cherchent à imposer la charia à Koro*

Les islamistes d'Ançar Ed-Dine sont venus à Koro. Ils n'ont pas choisi cette ville de la plaine du Seno par hasard. Elle est depuis de nombreuses années investie par les musulmans wahhabites ⁽⁷⁶⁾ dogon, pour la plupart des commerçants qui appliquent déjà plus ou moins la charia et leurs femmes sont voilées. Les cours de leurs maisons sont séparées par un mur qui éloignent les femmes des hommes ce qui interdit aux visiteurs le contact direct avec les épouses et filles des hommes wahhabites.

« *Les islamistes radicaux sont allés voir un imam pour lui demander s'ils peuvent instaurer la charia dans le village. L'imam leur a répondu qu'à Koro ils sont douze imams et que lui seul ne peut répondre* ».

« *Ançar Ed-Dine les a réunis. Les douze imams ont demandé de se retirer pour se concerter. Ils ont alors considéré que s'ils refusaient, les islamistes nous élimineraient un à un en disant que nous sommes des infidèles* ».

« *Les imams ont demandé aux islamistes d'Ansar Ed-Dine s'ils avaient questionné les populations du nord si celles-ci étaient d'accord pour l'application de la charia ? Aussi leur ont-ils dit qu'ils savaient qu'ils feront à Koro comme bon leur semble. Les Ançar Ed-Dine ont prévenu qu'ils reviendront* ».

« *Suite à la menace d'Ançar Ed-Dine de revenir, les femmes commencent à changer leur coutume vestimentaire. Elles portent maintenant des habits qui recouvrent tout leur corps.*

Les gens à Koro ont peur et se mettent à désertier les mosquées ».

D'autres villages du cercle de Bandiagara, cette fois-ci sur le plateau, et proches de Douentza, sont déjà en majorité de confession wahhabites dans les arrondissements de

⁷⁶ Le wahhabisme a été fondé dans la péninsule Arabique, au XVIII^e siècle, par Muhammad ibn Abd al-Wahhab. Il représente un courant traditionnel qui se distingue par une lecture littérale de l'islam et par son aspect rigoriste et puritain. Il condamne en particulier toute innovation par rapport à l'enseignement originel de l'islam et considère que l'Etat doit fonctionner exclusivement selon la loi religieuse.

Kani-Gogouna et Nigari et cela depuis de nombreuses années. Les islamistes d'Ançar Ed-Dine ont donc des relais au sien du pays dogon même. Ces communautés wahhabites sont un point d'appui pour instaurer la charia au pays dogon.

- *L'animisme en fort recul*

Très peu de villages ont gardé une foi et une pratique animiste intacte. Dans la plaine du Seno quatre villages semblent encore rester sur ces traditions et coutumes ancestrales, Sobanou, Ando, Goumo et Tiou. Sur le Plateau dogon, Grimdone semble être le seul village à avoir échappé totalement à l'emprise de la religion musulmane.

- *Des pillards-rebelles (rebelles-pillards?) aux islamistes radicaux d'Ançar Ed-Dine*

« A Koro, pour la première incursion, ce n'était que trois fonctionnaires intégrés à la fonction publique et connus de la population, un agent des eaux et forêts, un garde et un enseignant mais qui avaient déjà rejoint le MNLA. Ils ont enlevé trois motos et un véhicule.

Puis ils sont revenus quelques jours plus tard dans le village de Douna, proche de la frontière burkinabé, mais plus nombreux. C'était le jour de grand marché qui est l'un des plus importants de la région. Ils ont pris un camion de burkinabé venus acheter des marchandises. Le camion était rempli de Sésame, d'arachides et de haricots, les bandits croyaient que c'était du mil. Ils ont presque tout emporté. Ils tué de sang-froid un brave paysan qui voulait s'opposer au vol de son seul bien ».

Une délégation du cercle de Koro s'est rendue auprès du gouverneur de Mopti pour demander que les militaires viennent camper à Koro. *« On pense que c'est une solution au vol et pillage dans le cercle de Koro »* affirment nos amis.

Le cercle de Douentza quant à lui possède une particularité. Grâce à ses ressortissants résidant en Guinée Equatoriale qui envoient beaucoup d'argent, la ville était devenue agréable, assez jolie, avec de belles constructions.

« A la première incursion dans la ville les rebelles ont déchiré le drapeau malien mais n'ont pas planté celui de l'Azawad. Ils avaient une liste de noms des personnes aisées. Ils ont pénétrés dans leurs maisons pour les piller, les dévaliser. Puis ils ont procédé au pillage systématique de la ville, dévalisé les boutiques. Les rebelles ont réuni les enfants et ils disaient aux enfants de répéter « Azawad », « Azawad ». Les enfants répétaient ».

A la seconde attaque c'étaient, cette fois, les islamistes radicaux d'Ançar Ed-Dine. Ils ont détruit les deux églises et le Toguna (⁷⁷).

« Un jour les rebelles ont débarqué à Dinangourou, chef-lieu de communes situé à 60km de Dioungani. Ils ont pillé la mairie, la sous-préfecture et la douane. L'armée stationnée à Sévaré a été alertée. Ils ont pris la route vers Koro mais se sont heurtés à l'armée malienne au niveau de Bondo un autre chef-lieu situé à 9 km de Koro. Ils ont alors fui ».

⁷⁷ Toguna : abri avec un énorme toit de paille qui sert de lieu de réunion des conseillers du village. C'est un endroit rituel et sacré de délibérations et sous lequel les femmes ne sont pas acceptées. Il correspond à l'arbre à palabres dans d'autres sociétés africaines.

Les effets de la sécheresse au pays dogon

Comme dans tout le Sahel, la sécheresse sévit durement. Heureusement les récoltes avaient été bonnes en 2010, et c'est une chance car les gens de la plaine possèdent encore un petit stock de mil dans leur grenier. Tant que les mauvaises récoltes ne se succèdent pas ce n'est pas trop catastrophique pour la population de la plaine du Seno.

En revanche sur le plateau dogon c'est très différent, car même en année de bonnes récoltes, le plateau est déficitaire faute de terres de culture. La disette pointée, les ONG spécialisées dans la lutte contre la famine considèrent qu'au Sahel et tout particulièrement au Mali le stade de « l'insécurité alimentaire extrême », dernière étape avant la famine, va être atteinte le mois prochain.

Les effets collatéraux de la crise au pays dogon : une guerre sanguinaire entre deux ethnies dogon dans le cercle de Koro ⁽⁷⁸⁾

L'Etat étant absent, des conflits locaux sous le boisseau depuis des années resurgissent, Ainsi dans les villages de Derou et Koporo-pen, près de Koro de vieilles rancœurs sur un contentieux foncier et d'emplacement d'un marché se sont exprimées par les armes.

Cette guerre locale entre deux ethnies, les togo et les sagara ⁽⁷⁹⁾, a été sanguinaire et a entraîné plusieurs dizaines de morts ! Des dogon de Bandiagara sont partis armés de fusils de chasse se battre dans ces villages. Dix morts ont été relevés dans leur camp, dont le frère aîné du maire de la ville qui était un chasseur réputé. Les cousins bozos ⁽⁸⁰⁾ sont alors intervenus en tant que médiateurs et ont réussi à calmer les esprits.

Menace sur « l'islam noir » ⁽⁸¹⁾

L'animisme a été la croyance et la pratique de l'Afrique Noire pendant des millénaires. « *Elle est fondée sur la présence des esprits, le dialogue avec les morts, le culte des ancêtres, la capacité d'agir sur les événements grâce aux pouvoirs supposés ou surnaturels détenus par certains membres de la communauté (chamans ou marabouts), ...* » ⁽⁸²⁾.

Une forme de syncrétisme se sera développée au cours du temps qui aura permis une assimilation progressive des deux croyances et pratiques animiste et islamiste, ce qui n'a pas exclu des guerres et des conflits sanglants pour la conquête des esprits et des âmes par les islamistes et particulièrement dans l'actuel Mali. Ce « djihad » est superbement décrit par

⁷⁸ Le village de Dioungani se situe à 60 km à vol d'oiseau de Sangha, près de la frontière du Burkina Faso.

⁷⁹ Noms des « guinna » élargies, une sorte de grande famille dont les membres portent tous le même nom.

⁸⁰ Le « Sanankounya » est un système de cousinage qui concerne tous les clans mandingues dans le but d'éviter les conflits pouvant mener à la guerre, et de calmer les tensions obligeant les différents clans à l'assistance, l'entraide, le respect réciproque. Les bozo et les dogon entretiennent ce lien.

⁸¹ Cf le Monde du 23 mai

⁸² Ousmane Blondin Diop, opus cité

Maryse Condé dans deux romans historiques qui racontent cette guerre sainte engagée à la fin du 18^{ième} siècle ⁽⁸³⁾.

Le pays dogon possède sa propre cosmogonie. Son peuple en est particulièrement fier, il y est fortement attaché, mais elle a également subi ce syncrétisme islam/cosmogonie dogon.

L'imposition, de la charia bouleverserait ce syncrétisme jusqu'à ce jour pacifique qui satisfait en grand partie la population dogon, même si certains rejettent encore totalement l'influence de l'islam.

La charia correspond à des normes juridiques contraignantes, inviolables, d'un autre âge d'une autre ère de l'islam. Elle s'oppose à tout syncrétisme. La charia entraînerait la disparition d'un islam noir traditionnel car elle est exclusive de toute autre pratique et valeurs.

L'application de la charia au pays dogon correspondrait en outre à un blocage total du territoire dans la voie du développement économique, social et culturel. Ce serait une catastrophe historique.

Une population dogon inquiète et désorientée

- *L'activité touristique a totalement disparu*

Le pays dogon est désormais bien entendu totalement vide de tout touriste jusqu'à Mopti. Tous les hôtels de Bandiagara à Sangha sont fermés. C'est une catastrophe majeure aux conséquences incalculables à moyen et même long terme.

L'exode des jeunes dogons qui avait commencé à la fin de la saison des pluies (hivernage) se poursuit et est maintenant aggravé par la fuite d'habitants qui craignent l'arrivée des rebelles et des islamistes radicaux.

- *Espérance d'une rapide sortie de crise*

Les témoignages et informations que nous recevons du pays dogon indiquent que la population reste toutefois confiante dans son armée et veut croire dans une intervention rapide et victorieuse dans le nord du Mali qui rapporterait la paix au pays dogon.

Des amis dogon qui ont participé à la rédaction de ce document, nous disent ne pas totalement partager l'analyse sous-jacente et la trouvent parfois trop pessimiste car « *Le Mali est profond, les gens ne voient que le superficiel* ». Ils affirment rester « *résolument optimistes* ».

- *Une situation propice à toutes les rumeurs et au recours au surnaturel*

Pour nourrir leur optimisme il ne reste souvent à nos amis que le recours à des rumeurs optimistes, ou des croyances traditionnelles ancestrales. Nous les respectons bien entendu, nous ne les rejetons pas, mais nous pensons qu'elles sont surtout l'expression d'une immense douleur et inquiétude chez le peuple dogon.

⁸³ Maryse Condé : « *Les murailles de terre* » T1, « *Ségou la terre en miette* » T2, Robert Laffont, Paris 1996 et 1998

Ainsi une information qui s'inscrit dans le surnaturel, intrinsèque à la culture et vision cosmogonique des dogons, se répand actuellement dans la région, nous la reproduisons telle qu'elle nous a été rapportée :

« Les Ançar Ed-Dine, AQMI et les rebelles commencent à avoir des problèmes. Personne ne les touche mais ils tombent et meurent car ils ont profané toutes les traditions de Tombouctou. Ils sont inquiets et se posent des questions. Les gens estiment jusqu'à quarante morts de leur côté » ⁽⁸⁴⁾.

Et les guerres locales se multiplient...

Au moment de terminer ce document nous apprenons de nos amis dogons que ce jeudi 24 mai « dans la commune de Dinangourou situé à 60 km de Dioungani les dogons et les peulhs se sont affrontés faisant plus de 20 morts cotés peulhs.

Les peulhs et les dogons ne s'entendent pas, les premiers sont éleveurs, les second agriculteurs. Les conflits entre les deux ethnies sont dus aux dégâts que les animaux causent dans les parcelles de cultures.

Les pistes sont très rétrécies par le fait que les agriculteurs ont tout occupé. Vingt-cinq pistes de passage des animaux ont été recensées et toutes sont soit rétrécies soit bouchées. La population a pu libérer cinq pistes et nous l'avons convaincu de planter des euphorbes pour délimiter les pistes ».

Quand l'Etat a disparait, toutes les rancœurs peuvent s'exprimer par la violence.

(XI) En conclusion : Le Mali menacé d'explosion ?

Mais où sont les intellectuels maliens, africains, occidentaux ?

Leur voix ne nous est pas parvenue. Mais peut-être ne savons pas entendre ? Alors qu'ils parlent plus fort ! Le peuple a besoin des intellectuels, non pas pour leur indiquer la voie, le peuple est par définition sage mais à une condition, c'est que les intellectuels dont c'est le métier sociétal, la mission humaniste s'expriment et l'aide à comprendre toute la complexité du monde global, planétaire, dans lequel nous vivons, celui dans lequel nos très chères amies femmes maraichères de Tireli au pays dogon, pour ne citer qu'elles, auxquelles nous avons pensé avec douleur durant toute la rédaction de ce texte, subissent les répercussions de la mondialisation des problématiques, à savoir celle d'un islamisme djihadiste criminel qui les plonge dans l'angoisse quotidienne. Quelle meilleure démonstration que la planète, suivant l'expression un peu convenue, est devenue un village ?

⁸⁴ De fait nous apprendrons plus tard que cette rumeur provient d'une légende de Tombouctou, d'Al Farouk, elle-même, et évoquée dans ces circonstances cf. dans annexes un document sur cette légende de Tombouctou et ; <http://www.maliweb.net/news/societe/faits-divers/2012/04/26/article.62930.html>

Le Nord peut-il être reconquis ?

Dans l'Etat actuel du rapport des forces, il ne faut se faire aucune illusion, c'est exclu.

La partition du Mali semble malheureusement mise sur rails et personne ne peut prédire qui pourra faire dérailler le train de l'indépendance de l'Azawad, ni stopper l'avancée des islamistes radicaux dont l'objectif dépasse largement l'Azawad, pour imposer la charia sur tout le territoire malien.

Un risque de « somalisation » du Mali

Le pire, souligné dans un éditorial de Jeune Afrique, serait la « somalisation » de cette région, c'est-à-dire « *la partition territoriale, la dislocation de l'Etat central, l'anarchie et la violence* » ⁽⁸⁵⁾.

En 2006 les Chebab ⁽⁸⁶⁾, organisation islamiste salafiste terroriste a pris le pouvoir en Somalie. Depuis le pays vit dans un chaos indescriptible.

Le risque d'une telle dérive est réel dans la région du Nord du Mali pour s'étendre sur l'ensemble du Sahel. Une guerre civile sans fin à la somalienne ne serait pas alors à exclure, car les populations Maures, Peulhs, Bellas, Bozos, Sonraï, etc. ...ne sont, et ne seront, sans doute pas d'accord dans leur majorité pour être soumises à la dictature d'islamistes et de touaregs plus ou moins fanatisés.

Mais une grande partie d'entre eux a déjà fui et s'est réfugiée dans des camps en Mauritanie au Burkina Faso et au Niger. Nous l'avons vu, ils sont plus de 320.000 réfugiés (fin mai 2012), et ceux qui sont restés au Nord du Mali ne sont pas armés. La résistance va peut-être s'organiser mais cela va demander du temps, beaucoup de temps.

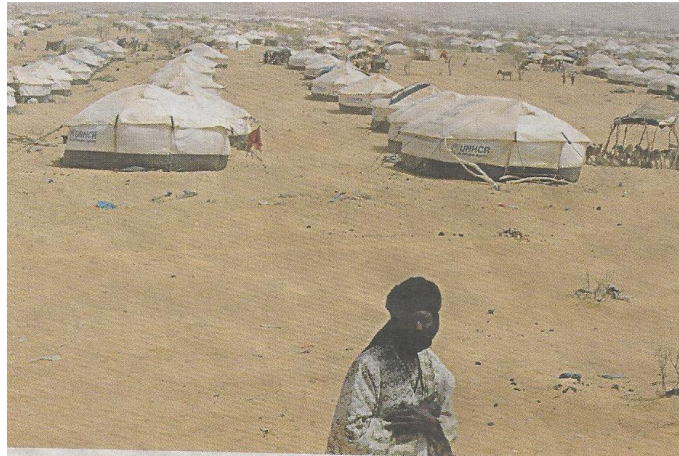
Or, précisément, le temps joue en faveur des rebelles touaregs et des islamistes radicaux de tous bords.

En attendant « *la situation est gravissime. Les exactions contre la population civile se poursuivent et entraînent des déplacements massifs de population qui risquent de*

⁸⁵ Editorial Jeune Afrique N° 2675

⁸⁶ Les Chebab («les jeunes » en arabe) sont des combattants djihadistes. À l'instar des talibans, ils veulent instaurer un État islamique régi par une application stricte de la charia. Ils entretiennent un climat de peur à Mogadiscio par une politique d'assassinats ciblés et d'attentats.

déstabiliser toute la région », affirme Gaëtan Mootoo ⁽⁸⁷⁾, co-auteur d'un rapport d'Amnesty International ⁽⁸⁸⁾ paru le 16 mai 2012.



Un camp de réfugiés maliens dans le sud-ouest de la Mauritanie (Photo Abdelhak Senna AFP)

Une issue illusoire dans une perspective rapprochée de guerre entre le touareg indépendantiste et les islamistes ?

Certains observateurs espèrent une guerre entre les différentes factions qui occupent le nord du Mali, car ils y voient un espoir d'affaiblissement des touareg et islamistes et donc plus de facilité à les vaincre. Les possibilités de cohabitation à moyen et long terme entre les touaregs laïques et les islamistes radicaux, seraient une contradiction sur laquelle essaient de jouer actuellement les occidentaux pour attiser la division en espérant qu'elle explose.

Pour l'instant, ce n'est pas le cas, les touareg et autres islamistes radicaux installent au contraire leur pouvoir, et chaque jour qui passe leur permet de le renforcer. Peu évoquent le risque d'une alliance stratégique entre les mouvements laïques et islamistes, elle ne nous semble pourtant pas à exclure.

La manière très habile avec laquelle ils ont réglé l'arrivée du FNLA à Tombouctou qui aurait pu dégénérer en conflit armé, indique qu'ils sont très conscients de ce danger, et feront tout pour l'éviter.

Abou Qoumqoum, leader du Mujao décrit parfaitement les liens qui unissent tous les groupes islamistes : « *Nous nous inscrivons dans la logique des autres mouvements Chebab à la Corne d l'Afrique. AQMI et Ançar Ed Dine ne sont que des nominations* [NDLR : sans

⁸⁷ Libération du 16 mai 2012

⁸⁸ Dans ce rapport intitulé "*Mali : retour sur cinq mois de crise*", Amnesty International décrit le chaos qui s'est installé dans tout le nord du pays, tombé aux mains de rebelles touareg et d'islamistes, et documente violences et arrestations arbitraires pratiquées par les militaires putschistes dans le Sud. http://www.leral.net/Amnesty-International-tire-le-signal-d-alarme-sur-le-Mali_a39322.html

doute appellations ?]. *Au fond nous sommes tous unis. ... ce sont nos frères avec qui nous avons des différends infimes qui ne touchent en rien le fond »* ⁽⁸⁹⁾.

Ceci étant, comme le souligne Aminata Traore ⁽⁹⁰⁾, dans ces scénarii de sortie de crise « *les islamistes constituent une inconnue. Que veulent-ils réellement ?* ». Une chose est cependant certaine, ils veulent instaurer la charia dans le Nord et y parviennent progressivement.

Quant au reste du pays, quel sont leurs ambitions réelles ? Ils s'expriment peu. Toutefois, ne sous-estimons pas les relais puissants y compris populaires qu'ils détiennent déjà dans la capitale à Bamako.

L'illusoire espoir du « faux pas » qui mobiliserait le peuple contre les « fous de dieu »

De nombreux commentateurs et politiciens maliens voudraient voir la « faute de trop » dans la profanation du mausolée du saint musulman et érudit Cheikh Sid Mahmoud Ben Amar, et qui devrait permettre un soulèvement du peuple malien humilié.

Nous craignons que ce soit une nouvelle fois prendre ses désirs pour des réalités. Que peut le peuple malien même scandalisé par cette profanation, face à des hommes « fous de dieu », surarmés et prêt à tous les crimes précisément au « nom de leur dieu ».

Le Mali, cheminement vers la création d'un Etat islamiste

Laissons la parole à un ami malien de Bamako qui partage notre crainte de voir un Etat islamiste s'installer au Mali, sur l'ensemble du Mali : « *Là où règnent la misère et l'ignorance, la religion (opium du peuple) prospère, tel est le cas du Mali aujourd'hui. Si les politiques gouvernementales, l'aide au développement ne s'attaquent pas aux vrais problèmes du continent, ne changent pas de fusil d'épaule ce phénomène religieux gagnera du terrain. Face à toutes ces pratiques de gestions calamiteuses, de mensonges, les religieux gagnent malheureusement du plus en plus du terrain, d'abord les gens ne font pas confiance aux politiques, ensuite tous les vendredis, dans toutes mosquées à Bamako il y a des prêches, des sensibilisations...toute la place que devrait occuper les hommes politiques ... Les prédicateurs sont les seuls à remplir un stade de 25 000 places à Bamako, ils deviennent puissants et écoutés. En plus avec tous les sous du Qatar et d'autres princes arabes, les jeunes ouvrent des commerces, des affaires, le danger est réel car ils leur font allégeance sans hésitation.* »

Le peuple malien est fatigué de ces mois d'instabilité, devant l'incurie totale des politiques aussi bien au niveau de la CEDEAO que national un recours aux religieux pour stabiliser le pays n'est pas exclure.

Tous les ingrédients d'une guerre civile

⁸⁹ Interview donné à l'agence Alakhbar basée en Mauritanie.

⁹⁰ L'Humanité du 5 mai 2012

Nous laisserons la conclusion à un ami malien qui résume l'immense inquiétude de la population malienne :

« ... je ne vous cache pas que l'avenir semble compromis ici, j'ai vraiment peur des jours et mois à venir. La famine, l'enlisement dans une guerre compliquée, les risques de guerre civile..... ».

Le peuple malien pleure

En attendant l'issue de cette crise qui risque de changer le cours de l'histoire du Mali, le peuple impuissant, pleure derrière le voile noir d'une menace d'application de la Charia sur le sol malien.



(⁹¹)

Alain Dubourg (aldubourg@orange.fr)

avec cinq rédacteurs (trices) malien(ne)s

Paris, le 25 mai 2012

⁹¹ <http://malijereste.wordpress.com/>

I) Documents

Un argumentaire rédigé par la diaspora malienne en France, contre les rebelles Touaregs et leur revendication d'indépendance de l'Azawad

1. Historiquement

Le tort des rebelles touareg à réclamer l'indépendance de l'Azawad:

□ historiquement les touareg sont des étrangers au Mali, ils étaient des berbères étrangers qui avaient fui les persécutions des pays arabes (Maghreb, cyrénaïque), Linguistiquement, l'Azawad en tamasheq ou berbère signifie "zone de pâturage" qui n'est pas l'apanage des Touaregs quand on sait qu'il a des peulhs sans compter que la zone que ces étrangers on appelée "Azawad" est de dimensions minuscules par rapport au Nord qu'ils réclament aujourd'hui.

Démontrer que les populations noires parlant leur langue (tamasheq) ne sont pas des Touaregs mais des gens qu'ils ont soumises tout comme tous les maliens parlant français ne sont pas des français. Il faudra ajouter aussi que toutes les populations qui cohabitent partagent un certaines langue comme le sonrhaï est bien parlé en milieu touareg, comme le bambara est parlé au sud par des non bambara.

Il leur arrive de reprocher à l'état malien de n'avoir pas su valoriser langue "tifinagh" ⁽⁹²⁾ comme ils l'avaient évoqué à la conférence de Lyon. Sachez répondre en rétorquant que le tifinagh est une langue de correspondance (lettres) et est linguistiquement très limitée pour servir de langue de communication à l'échelle malienne. Par exemple, personne n'a vu un roman, un essai ou même un petit conte en langue tifinagh.

2. Démographiquement

Ils constituent une infime minorité (2% de la population, contrairement aux populations autochtones noires représentant 85%)

Démontrer que la rébellion touareg est exclusivement touareg en donnant l'exemple de son bureau exécutif composé uniquement de touareg (pour convaincre l'opinion, ils ont l'habitude de dire que les rebelles ne sont pas seulement des touaregs et citent tous les groupes ethniques du nord comme participants).

3. Socialement,

Manque de cohésion: ils ne sont même pas unis entre eux-mêmes touareg et ne s'entendent pas avec les autochtones noirs qui constituent la majorité

Démontrer que c'est une société esclavagiste organisée en nobles, esclaves, homme de caste (forgerons), une société en déphasage avec la démocratie

Insister et démontrer leur alliance avec les islamistes (Ançar Ed-Dine et MUJAO), les narcotrafiants et les groupes terroristes

Donner des preuves de cette alliance: attaques communes et soutien mutuel jusqu'à l'occupation totale du Nord, l'attaque du camp d'Aguelhoc, le chef d'Ançar Ed-Dine Iyad Ag Ghaly est un targui, c'était le chef de la rébellion touareg en 1992,

4. Les rebelles ne sont pas une minorité persécutée:

⁹² Le tifinagh (en **tifinagh** : ⵜⴰⴳⴷⵓⴷⴰⵢⵜ), ou libyco-berbère est un alphabet utilisé par les Berbères, essentiellement les Touaregs. C'était autrefois un abjad, un alphabet consonantique. Cet alphabet a subi des modifications et des variations depuis son origine jusqu'à nos jours, passant du libyque jusqu'aux néotifinaghs en passant par le tifinagh saharien et les tifinagh Touaregs.

Démontrer que c'est une minorité privilégiée par l'Etat du Mali: nombreux projets de développement gérés complaisamment par leurs leaders touareg, intégration des ex combattants, recrutement de cadres touareg à la fonction publique de l'Etat sans concours, accords (d'Alger)

Ingratitude, manque de parole d'honneur et irrespect des accords (banditisme, fuite avec les armes du Mali, etc.)

5. Crimes et exactions des rebelles et alliés

Faire ressortir leurs exactions et crimes: tueries d'innocentes populations, viols, pillages, vandalisme, etc.

II) Articles de presse

<http://www.maliweb.net/news/societe/faits-divers/2012/04/26/article.62930.html>

Par Mahamane Touré « Hamane »

Tombouctou, ville mystérieuse et ville des 333 saints, avec ses mosquées, Djingareiber et Sankoré, toutes deux inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco, est tombée entre les mains des rebelles du Mouvement Nationale de Libération de l'AZAWAD, quelques heures seulement après le putsch qui a renversé le régime d'ATT. Par la suite les hommes d'Iyad Ag Aly sous prétexte d'islamiser la ville et tout le mali, sont venus chasser les rebelles du MNLA pour semer, à leur tour aussi, la terreur dans la ville. Ces salafistes ne sont en réalité que des voleurs, violeurs et des trafiquants de drogue. Ainsi leur arrivée a transformé la vie des habitants en enfer. Ils ont violés selon les informations que nous avons reçues, près de 258 femmes et jeunes filles ; cambrioler la presque totalité des maisons de la ville et tous les magasins de vivres. Aussi à cause de leur méchanceté qui dépassait tout entendement, Al Farouk est sorti de sa cachette pour porter secours aux habitants de la cité. Les vieux racontent, qu'autrefois, de tout blanc vêtu, il faisait le tour de la ville sur son cheval blanc, afin d'éloigner des populations, tout esprit mal veillant. Al Farouk avait dû quitter la ville de Tombouctou à cause du mauvais comportement de la jeunesse, pour se retrouver à Djenné, d'où il résidait jusqu'à ces jours, où il a refait surface. Les informations qui nous sont parvenues racontent que les rebelles qui étaient dans le camp entendaient pendant la nuit des voix, qui leur demandaient de mettre fin aux atrocités et de vider les lieux. Le matin à leur réveil certains sont découverts morts, sans aucune trace de balle ni d'autres actes criminels. Par la suite, les rebelles bouclaient le portail du camp avec des chaînes pour dormir et, malgré tout Al Farouk rentrait dans le camp en brisant les chaînes. Finalement les bandits ont mis en pièce sa statue qui se trouvait en face du camp. Et comme cela ne suffisait pas, ils ont tenté d'ouvrir la tombe d'un des 333 saints de la ville surnommée « Tamba Tamba » (rapidité en français), dont la tombe se trouve dans le camp militaire. Pour eux c'est l'esprit de « Tamba Tamba » qui les guettait la nuit. Finalement ils ont vidés le camp pour se retrouver derrière le marcher à quelques centaines de mètres du camp. De là-bas certains d'entre eux se sont rendus au centre Ahmed Baba (CEDRAB), et voler des anciens manuscrits. Aussi par quel miracle l'on ne sait pas, ceux-ci ont fait un accident, dans lequel, aucun d'entre eux n'a survécu. Toujours selon nos sources, les habitants du quartier le plus peuplé de la ville, en l'occurrence ceux de Béllafarandi ont tabassé un rebelle qui

avait tenté de violer une dame sous la menace de son kalachnikov. Aux dernières nouvelles, ce rebelle a perdu la vie avant-hier mardi. C'est dire que la population en a vraiment assez tout comme Al Farouk qui a décidé de punir sévèrement les hommes d'Iyad Ag Ali et du MNLA.

III) Témoignages – interviews

Deux témoignages reproduits par France 24 le 8 mai 2012 :

Malik (pseudonyme) est commerçant à Tombouctou.

*« Je reste ici pour le moment, mais la situation est extrêmement difficile. Les rebelles du MNLA sont désormais quasi insignifiants. En revanche, jour après jour, les islamistes radicaux sont plus nombreux et imposent davantage leur loi. La situation est très calme et la ville sécurisée, voire inerte, mais la contrepartie c'est leur loi islamique qui nous em****. Les garçons et les filles ne peuvent plus se balader ensemble. Quand les écoles rouvriront, il a été décidé qu'elles ne seraient plus mixtes. La musique a totalement disparu de la ville, on n'entend plus les tendés [tam-tam touareg]. La télévision a été coupée. Seuls ceux qui ont une parabole peuvent encore la regarder, mais les émetteurs de la télévision nationale malienne ne fonctionnent plus. RFI a été coupée pendant un certain temps et seulement quelques rares éditions africaines sont diffusées à nouveau depuis peu. L'électricité est coupée entre 12 h 30 et 15 heures et entre 18 heures et 3 heures du matin. Ce sont les nouveaux chefs de la ville qui en décident puisque ce sont les seuls à avoir les moyens de ramener le carburant pour faire fonctionner les groupes électrogènes. Ils gèrent les réserves comme ils l'entendent. Il y a quelques jours, un camp d'entraînement a été mis en place derrière la ville.*

Les habitants manquent terriblement de nourriture, à tel point que certains jeunes préfèrent rallier les groupes islamistes parce qu'ils sont certains, au moins, d'être nourris. Il y a quelques jours, un camp d'entraînement a été mis en place derrière la ville. Beaucoup d'étrangers viennent s'y installer. Dans les rues, on croise désormais des Nigériens, des Tchadiens, des Arabes [L'AFP évoque des Tunisiens, des Algériens et des Libyens]. Il arrive que je ne sache pas identifier la langue que parlent certains d'entre eux. [Selon RFI des Pakistanais et des combattants parlant le pachtoun seraient également arrivés dans la zone de Tombouctou.]

Lorsque les islamistes ont touché au mausolée vendredi [Des islamistes radicaux ont saccagé la tombe de l'érudit Cheikh Sid Mahmoud Ben Amar, l'un des saints soufiste les plus vénérés par les Tombouctiens, avant d'y mettre le feu. Le soufisme est considéré comme une hérésie par les salafistes], les fidèles qui avaient l'habitude d'aller prier là-bas ont pensé pouvoir se révolter. Ils étaient très nombreux à s'être rassemblés dans le cimetière d'à côté. Mais rapidement, ils se sont convaincus que les mains nues face à des hommes armés, ils ne pouvaient rien.

J'ai fermé mon commerce au moment de la chute de Tombouctou [le 1er avril]. Depuis, j'attends de voir. Des Touareg essaient de me le racheter mais pour l'instant j'ai refusé.

Amadou O. (Pseudonyme) travaillait dans le tourisme à Tombouctou. Il a quitté la ville le 7 mai 2012.

Ce sont eux les « barbus » les maîtres de l'Azawad. Le MNLA arrive en seconde position.

Ce qui m'a poussé à partir, c'est la profanation du mausolée. Sont-ils vraiment musulmans pour faire des choses pareilles ? Moi, tous les vendredis, j'allais là-bas car mes parents sont enterrés dans le cimetière d'à côté. J'avais appris à mes enfants à respecter cette tradition. Interdire aux fidèles d'y aller, c'est comme leur interdire le pèlerinage à la Mecque. [Un des cinq piliers de l'islam].

Il est très difficile pour la population de se rebeller. Les habitants sont meurtris dans leur chair par ce qu'il se passe et complètement déboussolés pour le moment. La vie économique est totalement à l'arrêt. Les combattants qui tiennent la ville ne connaissent rien à l'économie et au commerce. [Les groupes islamistes distribuent des vivres à la population qu'ils acheminent dans la ville]. Ils sont habitués à se faire de l'argent facilement par des trafics en tout genre. Et les habitants qui gagnaient leur vie à la sueur de leur front sont dans l'expectative.